



Sahel

Abdelkader Messahel en tournée dans la sous-région

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est rendu hier au Mali dans le cadre de sa tournée dans certains pays de la sous-région du Sahel. A Bamako, il a pris part aux travaux de la Conférence régionale sur la sécurité au Mali et dans le Sahel et ses répercussions sur l'Afrique de l'Ouest.

Page 2

Saïda

«Famille productive», un programme pour vaincre la précarité

Page 7



Par Saïd Taferka

Les difficultés que vivent depuis 2015, les entreprises de réalisation de travaux, les prestataires de services et études et les fournisseurs qui ont pour plans de charge la commande publique, ont atteint des seuils difficilement tolérables pour la grande partie d'entre-eux, à un point tel que beaucoup d'unités se sont délestées d'une partie de la main-d'œuvre, relançant ainsi la courbe de chômage, qui a commencé à reprendre son élan à l'automne 2016, avec

Tous les programmes de logements maintenus

L'Etat déterminé à mettre fin à la crise

En dépit de la crise économique, l'État maintiendra tous les programmes de logements toutes formules confondues. Il est d'ailleurs décidé à régler définitivement ce problème au grand bonheur des dizaines de milliers de souscripteurs.

Page 3



Festival d'Alexandrie

Chahine, l'Algérie et le cinéma de Salim Aggar récompensés

Page 15



Chômage, culture de l'entreprise et employabilité Pour un nouveau mode d'emploi

un taux proche de 13% de la population active. Cette baisse de l'emploi est aussi due au non renouvellement de plus de 100 000 contrats de postes de préemploi sur un total qui avoisine le million.

Ainsi, à l'aune de la nouvelle stratégie de croissance que compte adopter le gouvernement de Ahmed Ouyahia - une stratégie qui s'appuie sur le financement non conventionnel des programmes de développement, afin de maintenir la croissance, et sur l'incitation à la diversification des activités économiques-, la donne de l'emploi prend un relief particulier, puisque c'est la première fois, depuis le début des années 2000, que l'Algérie connaît un recul de l'emploi. Avec l'embellie financière qui a prévalu jusqu'en 2014, le taux de chômage a été ramené à moins

de 10% de la population active, alors qu'il était de près de 30% en 1999. Cependant, pour maintenir ce qui s'apparente à une réussite dans la lutte contre le chômage, la base économique manque visiblement de solidité et d'atouts, puisque la quasi totalité des recettes extérieures du pays étaient - et demeurent à ce jour dépendantes des exportations en hydrocarbures. Il a suffi qu'une inflexion soit enregistrée dans ce domaine suite à la crise des prix du baril sur les marchés mondiaux, pour que les acquis en matière d'emploi montrent leur fragilité.

Incontestablement, la donne de l'emploi, ou de son antithèse qui est le chômage, ne cesse de conditionner le niveau de paix sociale dans le pays.

Page 4

Le massacre non encore reconnu officiellement

Plusieurs villes en France commémorent les massacres du 17 Octobre 1961

Plusieurs villes de France commémorent à partir d'aujourd'hui les massacres du 17 Octobre 1961 perpétrés contre les Algériens descendus dans les rues parisiennes pour protester contre le couvre-feu leur étant imposé.

Page 5



Sahel

Abdelkader Messahel en tournée dans la sous-région

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est rendu hier au Mali dans le cadre de sa tournée dans certains pays de la sous-région du Sahel. A Bamako, il a pris part aux travaux de la Conférence régionale sur la sécurité au Mali et dans le Sahel et ses répercussions sur l'Afrique de l'Ouest.



Par M. Ait Chabane

Une conférence «Organisée sous le Haut parrainage du président malien, Ibrahim Boubakar Keita, et en étroite collaboration avec l'Union africaine et les Nations unies, cette Conférence devra regrouper plusieurs parties prenantes, notamment les pays de la région, les membres permanents du

Conseil de sécurité, ainsi que les représentants d'organisations régionales et internationales», selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. L'entretien qu'a eu Abdelkader Messahel avec son homologue malien, Abdoulaye Diop «a porté sur les relations bilatérales et les voies et moyens de leur renforcement et leur diversification», précise la même source, ajoutant, qu'à ce titre, les deux

ministres ont mis en exergue «l'importance de mettre à profit l'ensemble des mécanismes bilatéraux qui existent entre les deux pays afin d'explorer les opportunités qui s'offrent de part et d'autre». Les discussions «ont également porté sur le processus de mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ainsi que sur les difficultés rencontrées dans ce cadre». Les deux ministres ont, par

ailleurs, «abordé l'objet principal de la Conférence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qu'abrite la capitale malienne Bamako, à savoir la sécurité dans le Sahel et dans l'Afrique de l'Ouest, notamment à la lumière des défis auxquels est confrontée la région, tels que le terrorisme et le crime organisé», indique le communiqué. «La question de la migration a

aussi été abordée et les discussions s'y rapportant ont permis aux deux ministres de dégager une vision commune tout en mettant l'accent sur la nécessité de maintenir la concertation entre les deux pays, notamment dans leur lutte contre la migration clandestine», conclut la même source.

L'étape malienne du périple du chef de la diplomatie algérienne revêt une importance capitale, au vu du rôle-clé joué et que joue encore l'Algérie dans la résolution du conflit malien dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord de paix d'Alger. Il s'agit particulièrement de coordonner au mieux les efforts des pays du Sahel dans le cadre de la stratégie globale de lutte contre le phénomène du terrorisme dont l'Algérie est le porte-drapeau dans toute la région.

Les développements sécuritaires dangereux de la situation au Mali, au Tchad et surtout en Libye requièrent en effet davantage de vigilance et une étroite concertation entre les pays concernés. D'où la dynamique diplomatique incessante d'Alger, qui demeure plus que jamais au chevet de ses voisins immédiats, sachant pertinemment que leur sécurité est également celle de l'Algérie en cette conjoncture difficile. La situation est d'autant plus cruciale qu'il s'agit pour l'Algérie de sécuriser ses frontières désertiques du Sud contre le terrorisme et le crime organisé et autres fléaux connexes, à l'instar de la contrebande, l'émigration clandestine, le trafic d'armes.

M. A. C.

Elle vise à contrôler les ressources et générer de nouveaux marchés

Vérités sur la présence française au Sahel

La présence française au Sahel vise, entre autres, à contrôler les ressources des pays de la région et à générer de nouveaux marchés, a indiqué le chercheur Mathieu Rigouste.

Dans une analyse intitulée «Que fait l'armée française au Sahel ?», le chercheur en sciences sociales a rappelé que la concurrence chinoise menace les intérêts énergétiques et commerciaux occidentaux en Afrique depuis le début des années 2000 et que le Sahel abrite de grandes réserves pétrolières ainsi que des gisements d'uranium et d'or. L'auteur de l'analyse, publiée sur le site Orient XXI dirigé par le journaliste Alain Gresh, reprend, dans ce sens, les propos du chercheur Mahdi Taje de l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire à Paris selon lesquels «la réalité géographique de cette zone permettrait à certains Etats, s'ils se positionnent économiquement et militairement, de mieux contrôler les richesses des Etats du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest pour mettre en évidence que les gisements d'uranium au Niger constituent l'un des facteurs principaux de l'engagement français au Sahel», soulignant qu'Areva, géant mondial du nucléai-

re détenu en grande partie par l'Etat français, «y profite d'un quasi monopole sur l'extraction». L'auteur de «L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine», (La Découverte, 2009), se base dans son analyse sur un rapport du Sénat de 2013, sur «La présence de la France dans une Afrique convoitée», qui appelait déjà à «assurer un accès sécurisé aux ressources énergétiques et minières».

«Pour Mathieu Rigouste, le Sahel est parallèlement ciblé comme un tissu de marchés à développer», expliquant que la France veut optimiser «le taux de retour» sur investissements. «40 000 entreprises françaises dont 14 multinationales sont présentes en Afrique. Ces sociétés sont notamment favorisées par le placement de cadres auprès des pays sahéliens sous couvert d'«assistance technique», a-t-il indiqué, citant le Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian) qui a invité en janvier dernier ses adhérents à «cibler les villes africaines comme nouveaux pôles de dynamisme et d'innovation», notamment les marchés de «sécurité et de défense» qui occupent une

place privilégiée dans cette région.

Des opérations militaires qui profitent aux industriels français

Sur le plan militaire, le chercheur considère que les opérations au Sahel «servent parallèlement de laboratoire et de vitrine pour les matériels et méthodes de l'armée française», notant que Serval (qui déploie 4000 soldats en 48 heures) puis Barkhane «ont été l'occasion de tester et de promouvoir les avions de chasse de Dassault et les missiles de la société aéronautique MBDA». Il précise, dans ce contexte, que l'armée française «teste aussi des techniques de combat comme le Groupement tactique interarmes (Gtia) à dominante aérienne combinant des commandos terrestres et des aéronautiques».

«De nouvelles capacités d'engagement sont mises à l'essai comme l'«appui feu tireur embarqué» avec des hélicoptères Puma et Caracal embarquant des commandos parachutistes équipés de nouveaux matériels de renseignement», a-t-il ajouté. Par ailleurs, il met en relief que les opérations militaires extérieures de la

France profitent «clairement» aux industriels et participent «aux bénéfices et aux records à l'exportation du complexe des industriels français de l'armement, lequel réalise 20 milliards d'euros de commandes en 2016 et se place comme troisième exportateur d'armes mondial en 2017».

L'auteur de l'analyse soutient que par-delà le contrôle des frontières, «il s'agit de maintenir un ordre social, économique et politique profitable aux classes dominantes» dans la région, «alors que les mobilisations contre les régimes autoritaires et les troupes françaises au Sahel se multiplient», a-t-il expliqué. Les Etats-Unis, présents dans la région avec Africom, appuie l'initiative française, en particulier avec des moyens aériens de reconnaissance, a-t-il indiqué rappelant qu'en avril dernier, le général James Mattis, secrétaire à la Défense, a encouragé publiquement la France à poursuivre ses opérations militaires au Sahel. «Bien que concurrents en matière d'influence et d'intérêts économiques en Afrique, Etats-Unis et France se rejoignent pour maintenir un écosystème qui leur est favorable», a-t-il estimé.

R. N.

Tous les programmes de logements maintenus L'État déterminé à mettre fin à la crise

En dépit de la crise économique, l'État maintiendra tous les programmes de logements toutes formules confondues. Il est d'ailleurs décidé à régler définitivement ce problème au grand bonheur des dizaines de milliers de souscripteurs.



Par S. A. Mohamed

Hier, à Alger, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Abdelwahid Temmar, a été catégorique. Il a affirmé sereinement que son département était «résolument» attaché à la mise en œuvre des programmes de logement, toutes formules confondues, précisant que les efforts se poursuivaient pour le règlement de la crise du logement dans le pays, à travers notamment la consécration de la décentralisation de certaines décisions du secteur. «Nous sommes résolument attachés à la mise en œuvre des programmes de logement et nous allons de l'avant pour le règlement de la crise du logement», a indiqué le ministre lors de l'ouverture de la cérémonie de remise du Prix national d'architecture pour l'année 2016, organisée au Palais de la culture Moufidi-Zakaria à Alger, en

présence de membres du gouvernement. «Nous avons adopté pour une feuille de route conforme au plan d'action du gouvernement, pour la poursuite des projets de logements, toutes formules confondues, dont la réalisation des projets de logements promotionnels aidés (LPA) dans sa nouvelle formule», a-t-il soutenu. «Nous œuvrons actuellement à l'évaluation de l'arsenal juridique relatif aux projets d'aménagement du territoire et d'urbanisme afin d'intégrer de nouvelles formules», a-t-il ajouté. Le ministre a réitéré la volonté de consacrer la décentralisation de certaines décisions du secteur. En effet, dans son plan d'action, le gouvernement Ouyahia a réservé une grande importance au secteur de l'habitat, en maintenant, entre autres, l'aide au logement rural. En plus de la promesse de la réalisation de programmes de logements sociaux locatifs et la poursuite

de l'aide au logement rural, «le gouvernement travaillera à la réalisation de logements publics en faveur des populations à faibles revenus, en milieu urbain et rural, avec la participation financière des bénéficiaires. A ce titre, l'accent sera mis sur l'encouragement de la formule du logement promotionnel aidé (LPA) avec l'implication des collectivités locales», est-il mentionné dans le plan d'action de Ouyahia validé en conseil des ministres. Ce même document publié sur le site du Premier ministre évoque aussi «la dynamisation de l'activité immobilière à travers la promotion de partenariats publics/privés et la mise en place d'un régime incitatif pour l'investissement dans la réalisation du logement destiné à la location, notamment par le développement du marché locatif privé». Pour mener à bien sa politique, le gouvernement «s'attellera à l'introduction de nouveaux sys-

tèmes de construction permettant, notamment d'optimiser les coûts et les délais de réalisation du logement. A ce titre, l'accent sera mis sur l'encouragement de la production nationale et des moyens nationaux de réalisation et la promotion des capacités locales d'études ainsi que du recours aux matériaux locaux», indique-t-on de même source. Dans le communiqué du dernier conseil des ministres où il est fait état notamment de la réalisation de 300 000 logements en 2015, il est précisé que le projet de la loi de finances pour 2018, «contient plusieurs dispositions en faveur des citoyens parmi lesquelles, la bonification intégrale par l'Etat, des crédits bancaires levés par l'Aadl pour financer la réalisation de 120 000 logements de location-vente». C'est dire que l'engagement des pouvoirs publics pour en finir avec la crise du logement est en bonne voie.

S.A.M.

Elections locales

Les partis politiques prêts pour le rendez-vous

Par Rachid Chihab

Les partis politiques continuent les préparatifs pour les élections locales du 23 novembre. Ils n'ont pas attendu la dernière minute pour entamer la mobilisation de leurs troupes. En effet, le Rassemblement national démocratique (RND) sera présent dans les 48 wilayas et au niveau de 1 521 communes du pays lors des élections locales prévues le 23 novembre prochain, rapporte le RND sur son site Web.

De son côté, le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Mohamed Hadj Djilani, a affirmé que les élections locales doivent être une occasion pour «faire entendre la voix» du Front des forces socialistes (FFS). «Faisons de la prochaine campagne électorale une étape pour faire entendre la voix du FFS, celle de la liberté, de la justice et de la démocratie», a souligné M. Hadj Djilani dans une allocution à l'ouverture des travaux de l'université du parti.

Avec 366 listes, le FFS considère que sa participation aux prochaines élections locales «ne s'inscrit pas dans une logique de partage du pouvoir, mais de consolider les conquêtes de la lutte politique et sociale et élargir le champ de la résistance dans notre pays».

Pour sa part, le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a affirmé vendredi à Alger que son parti participera aux élections locales prévues le 23 novembre dans 22 wilayas. Intervenant à l'ouverture de la session ordinaire du bureau national du parti, M. Ghouini a indiqué que son parti a présenté «près de 100 listes de candidature pour les Assemblées populaires communales (APC) et 16 pour les Assemblées populaires de wilaya (APW), estimant que «les opérations de retrait des dossiers de candidatures et de dépôt des listes des candidats se sont déroulées dans un climat serein».

Il a critiqué, en outre, «la mauvaise gestion» par les personnes en charge du dossier des élections dans certaines wilayas, déplorant «une faible maîtrise des lois régissant le processus électoral, outre le parti pris de l'administration dans certaines wilayas en faveur de certains partis». «Certains partis ont complété, voire modifié leurs listes après expiration des délais légaux», a-t-il précisé.

R.C.

Loukal depuis Washington

L'ajustement au pétrole moins cher a préservé la stabilité économique des pays exportateurs

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohamed Loukal, a indiqué, hier à Washington, que l'ajustement au pétrole moins cher a préservé la stabilité économique des pays exportateurs de la région Moanap malgré ses effets sur la croissance.

«Dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (Moanap), l'ajustement des pays exportateurs de pétrole aux faibles niveaux des prix a contribué à préserver la stabilité macro-économique, bien qu'au prix d'une plus faible croissance et d'une érosion des coussins de sécurité», a déclaré M. Loukal à la réunion du comité monétaire et financier international du FMI.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie est intervenu à cette réunion au nom de sept pays que sont l'Algérie, l'Afghanistan, le

Ghana, l'Iran, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie.

Pour s'adapter à la nouvelle réalité du marché pétrolier, ces pays ont procédé à un ajustement budgétaire, prenant des mesures importantes pour «renforcer la mobilisation des revenus fiscaux, rationaliser la dépense publique et mettre en œuvre les réformes structurelles pour diversifier leurs économies et favoriser l'emploi», a-t-il relevé.

A l'opposé, les pays importateurs de pétrole de la région ont enregistré une reprise relativement forte et de meilleures positions extérieures, mais «le défi pour ces pays est de maintenir une croissance forte et inclusive», a précisé le gouverneur.

Entre autres défis que le dirigeant de la Banque d'Algérie a relevé, figure le chômage élevé,

l'amélioration du climat des affaires et le renforcement des cadres politiques et auxquels les pays importateurs doivent apporter des réponses.

C'est à ce titre que le gouverneur a appelé le FMI à renforcer son soutien à la région Moanap, à travers «des conseils adaptés aux circonstances et spécificités des pays». L'appui du FMI devrait aussi comprendre un accompagnement des efforts de renforcement des capacités et le financement des programmes en cours.

«Une attention particulière doit être dévolue aux pays de la région pour les aider à faire face aux flux considérables de réfugiés et à se préparer à la reconstruction post-conflits», a-t-il ajouté.

M. Loukal, au nom des sept pays, a réitéré son appel au FMI à continuer à «soutenir les pays à

faible revenu, y compris en Afrique subsaharienne et les pays fragiles en «rehaussant les capacités en matière de dépenses de développement et en renforçant la mobilisation des revenus internes et l'approfondissement des marchés financiers». Le gouverneur a salué, à ce propos, l'intégration par le FMI des «Objectifs de développement durable 2030» dans ses travaux. «Aider les pays à faible revenu à adoucir l'ajustement et à atteindre leurs objectifs de long terme requiert des ressources adéquates, y compris dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (Prgt)», a-t-il souligné.

«Nous demeurons dans l'attente de la revue des facilités en faveur des pays à faible revenu et appelons au renforcement des

capacités de prêt du Prgt et au relèvement des niveaux d'accès à ce fonds», a-t-il dit.

Au plan mondial, le patron de la Banque d'Algérie a indiqué que «la reprise de l'économie mondiale continuait à gagner en élan», confirmant «le sentier d'amélioration, modéré, mais soutenue, observé depuis la deuxième moitié de 2016».

Malgré la persistance de différences entre pays, la reprise est largement répartie et soutenue par la croissance de la demande mondiale, a-t-il constaté.

Cependant, a-t-il estimé, «beaucoup d'incertitudes persistaient quant aux perspectives à moyen terme, qui sont chargées de risques qui doivent être contenus par des politiques appropriées et la mise en œuvre résolue des réformes».

Reda A.

Chômage, culture de l'entreprise et employabilité

Pour un nouveau mode d'emploi

Les difficultés que vivent depuis 2015, les entreprises de réalisation de travaux, les prestataires de services et études et les fournisseurs qui ont pour plans de charge la commande publique, ont atteint des seuils difficilement tolérables pour la grande partie d'entre-eux, à un point tel que beaucoup d'unités se sont délestées d'une partie de la main-d'œuvre, relançant ainsi la courbe de chômage, qui a commencé à reprendre son élan à l'automne 2016, avec un taux proche de 13% de la population active. Cette baisse de l'emploi est aussi due au non renouvellement de plus de 100 000 contrats de postes de préemploi sur un total qui avoisine le million.



Par Saâd Tafarka

Ainsi, à l'aune de la nouvelle stratégie de croissance que compte adopter le gouvernement de Ahmed Ouyahia - une stratégie qui s'appuie sur le financement non conventionnel des programmes de développement, afin de maintenir la croissance, et sur l'incitation à la diversification des activités économiques-, la donne de l'emploi prend un relief particulier, puisque c'est la première fois, depuis le début des années 2000, que l'Algérie connaît un recul de l'emploi. Avec l'embellie financière qui a prévalu jusqu'en 2014, le taux de chômage a été ramené à moins de 10% de la population active, alors qu'il était de près de 30% en 1999. Cependant, pour maintenir ce qui s'apparente à une réussite dans la lutte contre le chômage, la base économique manque visiblement de solidité et d'atouts, puisque la quasi totalité des recettes extérieures du pays étaient - et demeurent à ce jour dépendantes des exportations en hydrocarbures. Il a suffi qu'une inflexion soit enregistrée dans ce domaine suite à la crise des prix du baril sur les marchés mondiaux, pour que les acquis en matière d'emploi montrent leur fragilité.

Incontestablement, la donne de l'emploi, ou de son antithèse qui est le chômage, ne cesse de conditionner le niveau de paix sociale dans le pays. Il est vrai que, dans le contexte actuel d'une précampagne pour les élections locales du 23 novembre prochain, l'on a l'impression que les candidats et tout le staff partisan qui les accompagnent, n'en font pas une de leurs priorités, tant la course au fauteuil de maire ou de membre de l'Assemblée de wilaya a presque complètement oblitéré les questions programmatiques, qu'elles relèvent du champ social ou économique. Pourtant, le chômage est une bombe à retardement que ne saurait désamorcer les vœux pieux ou les seules prétentions à vouloir accéder à un quelconque poste de responsabilité.

Tous les gestionnaires de l'économie nationale seront, dans l'avenir immédiat, confrontés avec encore plus de raideur et moins de clémence à la problématique de l'emploi dans son expression la plus crue. Si le taux de chômage a quitté la zone rouge les années 1990, les gains d'emplois réali-

sés depuis cette période sont, en revanche, trop précaires pour crier victoire. Autrement dit, en l'absence d'un redémarrage réel de la machine économique par la création d'entreprises, ces résultats seraient candidats à la réversibilité. C'est dans ce sens que des experts nationaux et des institutions financières internationales ont attiré l'attention des autorités politiques algériennes. De leur côté, les patrons algériens ont fait valoir des conditions relatives à l'amélioration du climat d'investissement - comme s'y est engagé le gouvernement lors de la tripartite de juin 2016, à l'occasion de l'adoption du «nouveau modèle économique de croissance» - pour multiplier le nombre d'entreprises, garantir leur croissance et pérenniser leur action afin de créer des richesses hors la sphère des hydrocarbures et, partant, créer de l'emploi.

Quid du Pacte économique et social ?

Au cours des tripartites précédentes, le souci était, pour les parties impliquées, le maintien de la paix sociale à travers la mise en place du Pacte économique et social signé au milieu des années 2000. Les «frétillements» du patronat, cherchant à l'instauration d'un climat des affaires favorable à l'investissement et, par ricochet, à la création d'emplois, étaient mal perçus. Et c'est pourquoi, par exemple, le président de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), Habib Yousfi, quelques mois avant la survenue de la crise des finances extérieures, avait appelé le gouvernement à «lever toutes les entraves à l'investissement en vue de permettre la création de 1.5 million de petites et moyennes entreprises (PME) au cours des prochaines années», en expliquant que «les résolutions adoptées (dans le cadre de la tripartite de 2014) ciblent une réduction des importations et une relance de la production nationale». Les propositions pour l'amélioration du climat des investissements visent essentiellement les allègements fiscaux, les facilitations de l'accès au crédit bancaire et l'aménagement de nouvelles zones industrielles. S'agissant de ce dernier point, l'on sait que le gouvernement avait lancé un vaste programme de créations de zones industrielles (plus de 40 unités) aux standards internatio-

naux, mais que la crise financière a fini par remettre en cause. C'est suite à ces difficultés que le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad a demandé au gouvernement de confier la réalisation et la gestion de ces zones industrielles aux opérateurs privés algériens, allant jusqu'à faire valoir ses possibilités de s'engager pour l'acquisition de 30 000 ha de terrain à aménager en parcs industriels de part et d'autre de l'autoroute Est-Ouest (soit 10 zones industrielles de 3 000 ha chacune). Le responsable du FCE entend pouvoir lever la «lourde contrainte» pesant sur l'accès au foncier industriel. Il expliquera que c'est là «l'un des déterminants de l'expansion rapide de notre économie». Il argumentera en ces termes : «C'est un fait reconnu que l'entreprise algérienne souffre de difficultés énormes en la matière. De nombreux projets productifs créateurs d'emplois n'ont pas été réalisés à cause de telles entraves».

Dans la même lancée, et pour hâter le rythme de création d'emplois, les patrons algériens attendent des pouvoirs publics des mesures tendant à encourager les entreprises dans leurs démarches à l'exportation. Quant au crédit à la consommation, mis en place depuis une année et orienté sur les produits nationaux, il ne semble pas emballer beaucoup de monde, d'autant plus que, d'une part, l'argent des ménages est préférentiellement orienté vers le crédit immobilier, surtout avec le renforcement du programme Aadl, et, d'autre part, le crédit lui-même est grevé par la limitation de sa nomenclature à certains articles électroménagers et au secteur automobile qui se voit plombé par une longue crise.

Dans le nouveau système économique auquel aspire l'Algérie, le défi de l'emploi semble l'emporter sur toutes les autres dimensions, même si ces dernières ne manquent pas de poids et de portée stratégique pour l'avenir immédiat du pays, sur le plan de la sécurité alimentaire, de l'intégration des technologies modernes et du relèvement de l'économie algérienne au niveau de celles des pays émergents.

L'entreprise comme creuset de l'emploi

Actuellement situé à 12,3%, selon les chiffres officiels de l'Office national des sta-

tistiques (ONS), affecte particulièrement - avec une proportion de près de 25% - la catégorie des jeunes de moins de 30 ans. Si les chiffres d'avant la crise financière, soit par exemple, l'année 2013, avançaient que les catégories des diplômés universitaires étaient moins touchées par le phénomène de chômage - en raison des placements effectués dans le cadre des dispositifs sociaux d'emploi et, dans une moindre mesure, de la politique de la micro-entreprise dans le cadre de l'Ansej, Angem et Cnac - il n'en est plus de même aujourd'hui, où les universitaires en position de pré-emploi se sentent dans une situation plus que précaire, particulièrement lorsqu'ils voient que pour plus cent mille parmi leurs camarades, les contrats de travail non pas été renouvelés cette année. Ce qui correspond à une résiliation de facto.

Quelles que soient les formules adoptées dans les dispositifs sociaux - y compris ceux impliquant une part de financement patronal et des crédits bancaires, souvent bonifiés - les fonds publics constituent la plus grande part mobilisée des financements. Si l'Algérie avait supporté un tel investissement social avant la survenue de la crise financière, elle ne semble pas pouvoir le poursuivre indéfiniment, d'autant plus que le gouvernement de Ahmed Ouyahia cherche des solutions alternatives - financement non conventionnel - pour mener à bien les programmes de développement et le maintien des services administratifs de l'Etat.

Les partis politiques et le personnel qui a la prétention de «représenter la jeunesse» dans les associations, les forums et les cercles de l'administration, peinent à s'engager sur le terrain concret de la bataille pour l'emploi. Cela suppose des efforts de réflexion, que les partis ne sont pas toujours en mesure de faire, vue la facilité de la seule voie de prise de pouvoir qu'on leur fait miroiter. Cette mission réclame aussi des engagements concrets, un programme précis, sur la base d'un diagnostic réel. Ne pouvant se mettre à créer des passerelles de symbiose, la jeunesse algérienne et les hommes dits politiques figurant sur le «casting» des partis se regardent souvent en chiens de faïence. Les périodes préélectorales ou les campagnes qui les suivent est une période propice pour faire «les yeux doux» aux jeunes des quartiers ou des bourgades rurales. La jeunesse est ainsi convoitée en tant que corps électoral. Les appels à la participation politique manquent terriblement de pertinence tant qu'ils ne s'accompagnent pas d'une politique hardie envers la jeunesse dans tous les volets de la vie sociale et économique (emploi, loisirs, sport, culture, éducation, détente, accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication).

L'emploi présuppose imparablement, dans le schéma de la croissance économique tourné vers une performance assurée, un revenu, une évolution dans la carrière, la consommation, la formation d'un foyer et l'incitation à la production. C'est là un cycle qui, même s'il n'est pas vu sous cette forme «savante» par ceux qui sont pris en otage par le chômage, a établi ses quartiers dans le schéma appelé «cercle vertueux» de la croissance. C'est pourquoi, les solutions «sociales» du traitement du chômage devront, sous peu, laisser la voie à la véritable création d'emplois par les entreprises. C'est donc vers la création d'entreprises et la promotion de la culture d'entreprise que devront tendre les efforts de l'élite économique et des pouvoirs publics afin d'asseoir un marché solide de l'emploi, censé être soutenu par une politique de formation performante, prenant, aussi bien les centres et les instituts de la formation professionnelle, que l'enseignement général et l'Université.

Le massacre non encore reconnu officiellement

Plusieurs villes en France commémorent les massacres du 17 Octobre 1961

Plusieurs villes de France commémorent à partir d'aujourd'hui les massacres du 17 Octobre 1961 perpétrés contre les Algériens descendus dans les rues parisiennes pour protester contre le couvre-feu leur étant imposé.



Organisée par la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN), la manifestation pacifique des Algériens, hommes, femmes et enfants, pour boycotter ce couvre-feu discriminatoire, a été réprimée dans le sang le 17 Octobre 1961 par la police française qui avait ouvert le feu, tuant des manifestants dont des dizaines ont été jetés dans la Seine, rappelle-t-on.

Le bilan était lourd du côté des Algériens : une centaine de morts, des centaines de blessés et plus d'une centaine de disparus.

Ce massacre, non encore reconnu officiellement par l'Etat français en tant que crime d'Etat, est considéré par nombre d'historiens comme «la répression d'Etat la plus violente qu'ait jamais provoquée une manifestation de rue en Europe occidentale dans l'histoire contemporaine».

A cette occasion, une après-midi d'échanges autour de ces crimes et des violences d'Etat est organisée aujourd'hui à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne, Ile-de-

France). Le programme prévoit, selon les organisateurs, du théâtre-forum sur les violences policières, la projection du documentaire *Ici on noie les Algériens* (2011) et un débat animé par Olivier Le Cour Grandmaison, politologue enseignant à l'université Evry-Val d'Essonne.

Deux rassemblements et cérémonies de recueillement sont prévus mardi à Paris sur le pont Saint-Michel, lieu où des Algériens ont été jetés dans la Seine. Le premier se déroulera dans la matinée en présence de l'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdouda. Le second est organisé dans l'après-midi par le collectif du 17 Octobre 1961.

Rassemblements, recueils, tables rondes, projection de films, etc.

A Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne, Ile-de-France), une cérémonie aura lieu mardi à la stèle du Souvenir, quai Jules-Guesde, à

l'angle de la rue de Seine en mémoire à ces Algériens tués pour l'indépendance de l'Algérie.

La municipalité d'Aubervilliers (banlieue au nord de Paris) a invité les habitants à commémorer les victimes algériennes de la manifestation du 17 Octobre 1961, le mardi 17 octobre à 17h, à la place de 17 Octobre 1961, alors qu'à Bobigny (Seine-Saint-Denis), une table ronde est organisée dans la même journée intitulée «17 Octobre 1961 : de l'occultation à la transmission. Histoire et mémoire d'un massacre de la guerre d'Algérie».

A l'occasion de cette commémoration, Stéphane Troussel, le président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis a souhaité que son département s'engage dès cette année dans le processus de commémoration de la répression de la manifestation du 17 Octobre 1961.

Il a également émis le vœu que cet événement «très souvent associé uniquement à Paris ou à Nanterre, s'inscrive dans la mémoire collective de notre terri»,

soulignant qu'il s'agit de «développer une meilleure connaissance et de transmettre cette histoire auprès du grand public et tout particulièrement des plus jeunes».

Durant la cérémonie, le film *Mémoire du 17 Octobre 1961*, réalisé par Faïza Guène et Bernard Richard (2002, 17 mn) sera présenté au public. Deux conférences sont au menu : L'importance du témoignage dans le processus mémoriel par Djamilia Amrane, ancienne présidente de l'association Africa et témoin de la répression du 17 Octobre 1961, par Mimouna Hadjam, présidente de l'association courneuvienne Africa sur le travail de transmission. La rencontre sera animée par Vincent Martigny, historien et journaliste.

La municipalité de Gennevilliers (Hauts-de-Seine, Ile-de-France) a prévu mardi le dépôt d'une gerbe de fleurs et une cérémonie de recueillement à la mémoire des victimes du 17 Octobre 1961.

A la mémoire des victimes de la répression sanglante

A la Courneuve, une cérémonie d'hommage se déroulera dans la rue éponyme, le 17 Octobre, mardi à 18h. Elle sera suivie du spectacle *Les Disparus*, une création chorégraphique pour huit danseurs, signée Mehdi Slimani qui associe danse, slam et vidéo. Le spectacle relate par le corps et le mouvement les sombres événements du 17 Octobre 1961.

A Argenteuil (Val-d'Oise, Ile-de-France), le Collectif citoyen 17 Octobre 1961 d'Argenteuil organise un recueillement à la mémoire des morts sur le Pont d'Argenteuil qui sera suivi d'une projection du film *Les balles du 14 Juillet 1953* de Daniel Kupferstein relatant la tuerie d'Algériens qui manifestaient à Paris pour l'indépendance de l'Algérie.

La ville de Tulle (sud-ouest de la France) et les associations Peuple et Culture et Au nom de la mémoire organisent mardi après-midi différents événements avec projection d'un film, lectures et chants, exposition. La projection du film *Loïn des hommes* de David Oelhoffen (fiction, 2014, 102 mn), en présence de Mehdi Lallaoui,

président de l'association Au nom de la mémoire.

A Strasbourg, le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici 67 organise un rassemblement sur le pont du Corbeau à la mémoire des victimes de la répression sanglante de l'Etat français contre les manifestantes algériennes en 1961, et une marche vers la place du 17 Octobre 1961.

A Vaulx-en-Velin (banlieue de Lyon), un hommage sera rendu avec une conférence-débat sur la place du 17 Octobre 1961 dans la guerre de Libération de l'Algérie.

Reda D.

Batna, histoire d'une ville

Nouvel ouvrage consacré à l'histoire de la capitale des Aurès

■ *Batna, histoire d'une ville* est le nouvel ouvrage de Salim Souhali, paru aux éditions Anzar, relatant l'histoire et l'évolution de la capitale des Aurès et qui sera disponible dans les prochains jours, a annoncé à l'APS son auteur.

Assurant avoir adopté une méthode chronologique dans l'exposition des événements majeurs ayant marqué le développement de la cité, M. Souhali a indiqué que ce livre est une sorte de restauration de la mémoire de la cité à travers les principaux faits ayant marqué sa naissance jusqu'à l'indépendance du pays.

L'ouvrage, d'un volume moyen de 298 pages, comporte une collection d'anciennes photographies en noir et blanc des sites et des personnalités marquantes ainsi que des manuscrits et de vieux journaux.

Paru en langue arabe, cet ouvrage donne des informations documentées sur certains aspects peu connus de l'histoire de la ville qui a connu la publication, en 1880, d'un journal intitulé *Echo du Sahara* et un autre journal intitulé *Aurès*, paru en 1881, soit une année après.

Pour M. Souhali, cet ouvrage est le fruit d'inlassables efforts de plusieurs années de collecte de témoignages vivants et de documents.

Né en 1956 à Rehaouet (Batna), Salim Souhali est un intellectuel polyvalent, dramaturge, compositeur de musique, caricaturiste et plasticien, ayant publié plusieurs livres dont une série intitulée *Abtal min Biladi*, consacré aux rois amazighs.

R. L.

Musée national du moudjahid de Tissemsilt

Lancement de l'initiative «Communiquons ensemble pour préserver la mémoire nationale»

L'annexe du Musée national du moudjahid de Tissemsilt a lancé une initiative sous le slogan «Communiquons ensemble pour préserver la mémoire nationale», a-t-on appris du directeur de cet établissement qui s'occupe de l'histoire de la guerre de Libération nationale.

Inscrite au titre du programme

du ministère des Moudjahidine visant à préserver la mémoire nationale, cette initiative a été lancée par une émission radio animée par des cadres de l'annexe du musée national du moudjahid et d'historiens qui ont évoqué les batailles qui ont eu lieu dans l'Ouarsenis durant la guerre de Libération nationale, a indiqué Mohamed Adjed.

Le programme de cette initiative de deux mois porte sur l'enregistrement, lors d'émissions radiophoniques hebdomadaires, de témoignages de moudjahidine et de citoyens sur de hauts faits de la glorieuse révolution de Novembre dans l'Ouarsenis. Une page sur l'annexe du Musée national du moudjahid sur Facebook pour un contact direct avec les élèves, les

étudiants et les chercheurs en histoire de la guerre de Libération nationale, a-t-on fait savoir, signalant également la programmation de concours sur les personnalités de la Révolution destinés aux élèves.

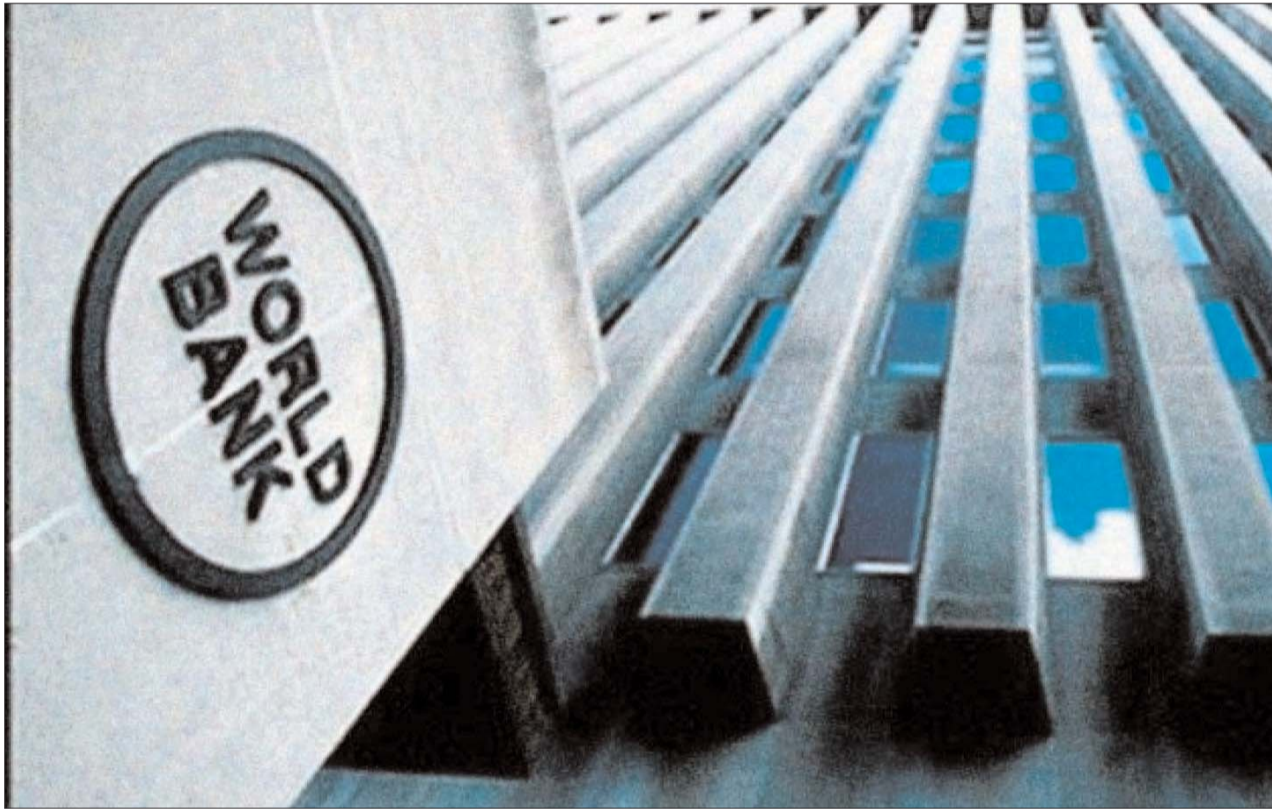
Cette initiative vise à conserver la mémoire nationale en impliquant les générations montantes, a-t-on souligné.

R. N.

Banque mondiale

Les Etats-Unis s'opposent à une augmentation de capital

Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a rejeté vendredi l'augmentation de capital de la Banque mondiale souhaitée par son président Jim Yong Kim, appelant à faire preuve d'une plus grande discipline budgétaire.



«**D**avantage de capital n'est pas la solution quand le capital existant n'est pas alloué de manière efficace», affirme M. Mnuchin dans son intervention prévue hier au Comité de développement de la Banque mondiale, qui a été diffusée dès vendredi soir à la presse par le Trésor américain. «La clé est de garantir que les ressources soient distribuées là où l'on en a le plus besoin et où elles peuvent obtenir des résultats plus efficaces et plus viables», a-t-il ajouté, rejetant ainsi la demande d'augmentation de capital formulée par M. Kim afin de

demandes de prêts. «Nous voyons de la marge pour davantage de discipline budgétaire», a estimé M. Mnuchin.

«En particulier, nous voulons voir un changement important dans l'attribution des financements afin de soutenir des pays qui ont le plus besoin de financer leur développement», a-t-il ajouté, dans une allusion implicite à la Chine, dont le Trésor se plaint qu'il obtient trop de prêts de la Banque mondiale.

«La Chine est le plus gros emprunteur de la Banque mondiale avec 2,4 milliards de dollars en 2015», avait rappelé mercredi un haut responsable

du Trésor. «La priorité pour les institutions financières internationales est de prêter aux pays qui en ont vraiment besoin. Ce n'est pas le cas pour l'instant», avait-il affirmé.

M. Kim a défendu le lendemain les prêts au géant asiatique. «Les leçons que nous apprenons en travaillant avec la Chine sont très utiles pour les pays aux revenus plus faibles», a-t-il assuré. Le président de la Banque mondiale se montrait alors optimiste sur le soutien des Etats-Unis à l'augmentation de capital souhaitée, dont le montant n'a pas été précisé.

«Je pense que le jour où les actionnaires se rendront compte de tout ce

qu'ils nous demandent et qu'ils verront le capital dont nous disposons pour y parvenir, je pense que nous parviendrons à cette augmentation de capital», avait-il assuré.

Le président de cette institution qui finance le développement plaide depuis plusieurs mois pour une augmentation de ses ressources, alors qu'elle est concurrencée par de nouveaux acteurs du développement. Pendant l'année fiscale 2016-2017, qui s'est terminée fin juin, les prêts de la Banque mondiale ont atteint 58,8 milliards de dollars. L'année précédente, ils s'étaient élevés à 61,3 milliards. **H. L.**

Pour créer des emplois

La Tunisie doit entreprendre des réformes structurées

«**L**a Tunisie doit entreprendre des réformes structurées à même d'améliorer ses capacités et de contribuer à la création d'emplois», a souligné le directeur de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena) au Fonds monétaire international (FMI), Jihad Azour.

Présentant, vendredi, les perspectives de la croissance économique dans la zone précitée, en marge des réunions du FMI et de la Banque mondiale (BM), il a indiqué que «l'un des objectifs essentiels du programme de réformes établi par la Tunisie est la préservation de la stabilité, cette dernière constituant un facteur fondamental pour garantir la prospérité du pays».

Il a déclaré, lors d'une conférence

de presse retransmise en ligne, que le «gouvernement tunisien s'est engagé à poursuivre ces réformes en dépit de la baisse de la croissance dans le pays». L'exécution de réformes, a-t-il dit, est «l'un des seuls moyens de traiter les principales problématiques de la Tunisie, à savoir l'endettement et le déficit budgétaire». Il estime que la maîtrise de la dette permettra d'améliorer la situation économique et de préserver les ressources financières qui serviront à protéger les catégories sociales les plus précarisées, à améliorer le climat des affaires et développer le secteur privé». Dans son rapport sur les perspectives de la croissance dans le monde, le FMI prévoit pour la Tunisie une croissance de 2,3% en 2017 et de 3% pour 2018, le même taux figurant dans le budget

économique de 2018.

La Tunisie prend part, actuellement, aux réunions du FMI que la capitale américaine Washington a abrité les 13 et 14 octobre courant, avec une délégation présidée par le ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale pour poursuivre les discussions avec les responsables du Fonds sur la possibilité d'obtenir une nouvelle tranche des financements avant la fin de cette année. Le Fonds finance un programme de restructuration économique mis en place par le gouvernement et s'étendant sur quatre ans dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (Medc) d'un montant de 2,9 milliards de dollars dont la Tunisie a obtenu, jusqu'à ce jour, 628,8 millions de dollars. **Bilal L.**

Crise au Venezuela

Pas de solution «en vue» selon le FMI

Le Venezuela connaît une «grave crise» qui n'a pas de solution «en vue», a alerté vendredi le Fonds monétaire international (FMI) qui craint qu'elle ne débouche sur une crise migratoire avec des répercussions sur les pays voisins.

Ce pays est «plongé dans une grave crise économique, humanitaire et politique qui n'a pas de solution en vue», a souligné le FMI dans ses perspectives économiques pour les Amériques publiées à l'occasion de sa réunion annuelle à Washington.

«Le principal risque pour la région est la crise humanitaire et la migration de citoyens vénézuéliens vers les pays voisins», a souligné le rapport, qui constate que le nombre de Vénézuéliens à avoir franchi la frontière du Brésil et de la Colombie «a augmenté au fur et à mesure que la crise s'intensifiait».

Le directeur du FMI pour les Amériques, Alejandro Werner, a prévenu que ces flux migratoires auraient «un impact important» sur les pays voisins, en particulier la Colombie, qui se traduirait pas «des pressions sur les finances publiques».

Le Venezuela fait face à de lourdes difficultés financières et économiques.

A fin août, l'agence de notation Fitch avait abaissé à «CC» sa note de solvabilité, estimant que son risque de tomber en défaut de paiement avait augmenté après les nouvelles sanctions financières infligées par les Etats-Unis.

Un décret de la Maison-Blanche signé le 25 août par le président américain Donald Trump interdit d'acheter de nouvelles obligations émises par le gouvernement du Venezuela et par la compagnie pétrolière nationale PDVSA, ce qui affecte le paiement des services, des médicaments et de l'alimentation aux entreprises étrangères.

En octobre et novembre, le Venezuela et la compagnie pétrolière PDVSA doivent rembourser environ 3,8 milliards de dollars de dette arrivant à échéance.

R. N.

Aramco

L'Arabie Saoudite pourrait limiter à Riyad l'introduction en Bourse

L'Arabie Saoudite n'exclut pas de renoncer, dans un premier temps, à l'introduction en Bourse d'Aramco sur les places financières internationales et de la limiter au marché financier de Riyad, a déclaré hier un porte-parole du groupe pétrolier saoudien.

«Une série d'options pour l'introduction en Bourse de la Saudi Aramco continuent d'être activement examinées», a déclaré ce porte-parole en réponse à une question sur des informations sur l'intention de Riyad de faire en 2018 une première introduction de la compagnie à la Bourse de Riyad et de la faire suivre à une date ultérieure par une autre sur des places internationales. «Aucune décision n'a été prise et le processus d'offre publique d'achat reste sur la bonne voie», a ajouté le porte-parole.

L'introduction en Bourse d'Aramco qui ne doit porter que sur 5% des parts du géant pétrolier est la pierre angulaire du programme Vision 2030 du jeune prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane.

L'opération vise à lever 200 000 milliards de dollars pour alimenter le fonds souverain saoudien pour lui permettre de lancer des réformes visant à diversifier l'économie saoudienne trop dépendante du pétrole.

Les grandes places financières étaient sur le rang pour cette introduction en Bourse présentée comme la plus importante du monde.

Le premier exportateur mondial de brut l'Arabie Saoudite a subi les effets de l'effondrement à la mi-2014 de ses revenus pétroliers, qui représentaient plus de 90% des recettes publiques.

Les prix du brut se sont partiellement redressés depuis que les principaux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des pays non Opep se sont entendus l'an dernier pour réduire la production de 1,8 million de barils par jour.

Le royaume a affiché des déficits budgétaires totalisant plus de 200 milliards de dollars au cours des trois derniers exercices et prévoit un déficit budgétaire de 53 milliards de dollars en 2017. Pour financer ces déficits, Riyad a eu recours à des emprunts sur les marchés internationaux et intérieur et retiré environ 245 milliards de dollars de ses réserves. **T. K.**

Saïda

«Famille productive», un programme pour vaincre la précarité

Le programme «Famille productive», mis en oeuvre au niveau de la wilaya de Saïda, consacre le sens de la solidarité à travers l'ouverture au profit des familles à faible de perspectives de revenu pour appuyer leurs activités artisanales en contribuant à les matérialiser dans les faits.



Ce programme, tracé par le ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la Femme, cible une partie des familles nécessiteuses dans le but de réduire toute disparité sociale et d'accorder aux populations ciblées une aide ainsi que les outils et matériels nécessaires à l'exercice de leurs activités artisanales.

La wilaya de Saïda figure parmi les 12 wilayas ayant bénéficié de ce programme de solidarité, destiné à la création d'une famille solide matériellement, qui aura la capacité de réaliser une production assez importante et de faire sa promotion pour disposer d'un revenu lui permettant de subvenir à ses besoins quotidiens.

Cette opération est jugée réussie en raison de l'intérêt manifeste

pour cet ambitieux programme. La direction locale de l'action sociale et de la solidarité a enregistré de nombreuses demandes pour bénéficier de ce soutien et des aides matérielles nécessaires au démarrage des activités artisanales, a expliqué le directeur de cette instance, Salim Morad.

«Les postulants bénéficient d'équipements nécessaires à leurs activités, tels que les machines à coudre, de tissage et les ruches», a-t-il dit.

Selon le responsable de la DAS, 50 familles nécessiteuses ont déjà bénéficié de cette aide en vue de créer des activités productives de type artisanal, telles que la confection de literie, la broderie, le tissage, el mejboud, la pâtisserie traditionnelle, la préparation du couscous ou encore l'apiculture.

Des aides pour prospérer et réaliser des bénéfices

Le programme «Famille productive» se distingue par le fait de faire travailler l'ensemble des membres de la famille qui participent dans le processus de production et la promotion du produit réalisé. Il permet à cette activité de prospérer et de réaliser des bénéfices.

A Saïda, de nombreuses entreprises et associations professionnelles oeuvrent pour la réussite de ce programme, à l'instar de la section de wilaya de l'Organisation nationale de la promotion de la formation professionnelle et la famille productive. Cette dernière joue un rôle fondamental de pivot dans la promotion de la

famille productive, notamment par son action de solidarité et d'accompagnement sur le terrain pour la réussite de ses activités.

Le président de la section de wilaya, Amine Belhachemi, a souligné dans ce contexte le rôle de cette organisation en tant que partenaire social, qui travaille à atteindre les familles démunies, particulièrement la femme au foyer, et les orienter afin de bénéficier de ce programme.

Aux côtés de l'organisation préalablement citée, l'association pour la promotion de la femme de la ville de Saïda contribue également à recenser les métiers les plus importants et les activités que les familles auront à exercer, à insérer les intéressées dans le secteur de la formation professionnelle pour les qualifier afin de

bénéficier du soutien de l'Etat.

Le président de cette association, Belat Ahmed, a expliqué que son association avait tracé un programme pour la promotion de la femme et sa formation dans diverses activités artisanales, outre le soutien pour obtenir des diplômes de qualification leur permettant de bénéficier de l'aide de l'Etat.

Pour sa part, l'association des apiculteurs de la wilaya de Saïda entend aider les familles nécessiteuses et les encourager à investir ce créneau pour la production de miel et disposer ainsi d'un revenu capable de répondre aux besoins de leurs familles.

Exemples de réussite

De nombreuses femmes démunies ont réussi dans leurs activités artisanales grâce à ce dispositif de soutien de l'Etat, a affirmé Mme Fatima Zohra, une bénéficiaire, qui s'est spécialisée dans la confection d'habillement, après avoir obtenu une machine à coudre et de la matière première.

«L'activité du prêt à porter féminin et la confection de couvertures et de housses se sont répercutées positivement sur le niveau de vie de ma famille», a-t-elle reconnu, indiquant que ses produits sont commercialisés dans plusieurs espaces, notamment au niveau de la Chambre de l'artisanat.

Pour sa part, le jeune Bouziane, après avoir suivi une formation dans le domaine de l'apiculture, a pu créer un micro projet et bénéficié de ruches pour la production de miel. Il considère que Tafrent, une zone relevant de la commune de Sidi Boubekeur, comme un lieu idéal pour ce type d'élevage.

Cette micro-activité contribue de manière effective dans la production du miel, selon le promoteur de ce projet, qui participe depuis lors à plusieurs expositions de produits qui se tiennent dans plusieurs wilayas de l'ouest du pays. Le jeune Bouziane réalise aujourd'hui un revenu qui lui permet de vivre décemment.

M. L.

Tissemsilt

Coup d'envoi du 3^{ème} tournoi national du vélo amateur en montagne

Le coup d'envoi de la 3^{ème} édition du tournoi national, du vélo amateur (VTT) en montagne, marche et camping a été donné vendredi au parc national de Théniet El Had, El Madad, a constaté l'APS, sur place. Placé sous le slogan le dernier Léopard, ce tournoi, organisé, à l'initiative, du complexe sportif de proximité du village Amrouna, relevant de la commune de Théniet el Had en collaboration avec le club amateur sportif de l'association Théniet El Had et la direction de la jeunesse et des sports, a vu la participation de plus de 300 jeunes appartenant aux clubs amateurs de la marche et de VTT de montagne, en prove-

nance de 17 wilayas du pays.

La première journée de cette manifestation a été marquée par un parcours hors compétition de clubs sportifs de vélo amateur de montagne participant à l'intérieur de la forêt, entre montées et descentes, sur un itinéraire de 20 km depuis le début de ce parc naturel et ce, au milieu d'un public nombreux.

Le programme de ce tournoi de deux jours de sport en pleine nature, prévoit l'organisation d'une randonnée touristique, une marche à pied, sur un parcours d'environ 10 km, à l'intérieur du Parc national de cèdres El Madad et ce, pour permettre aux

visiteurs, un plaisir garanti, avec la découverte de paysages naturels de rêve dont recèle cette forêt dense, outre la découverte de la région.

Il est prévu, à l'occasion, la tenue d'un camping au niveau de la zone El Harhara, sur les hauteurs de la forêt El Madad où il sera organisé, au profit des jeunes parmi les visiteurs, des activités de détente, culturelles et artistiques, qui seront animées par des troupes de Théniet El Had, selon les organisateurs.

Cette manifestation dédiée à la promotion et au développement touristique et des sports de montagne au niveau du parc natio-

nal des cèdres de Théniet El had, se veut une opportunité de plus pour faire connaître la forêt El Madad, en raison de ses multiples atouts touristiques, à l'instar de l'attrayante zone El Harhara.

Entre autres objectifs de ce tournoi, est de faire connaître la faune avec ses différentes espèces animales qu'abrite la forêt El Madad dont, notamment le léopard qui vivait dans cet espace naturel durant les années 30 et qui a disparu complètement en 1940, selon le directeur du complexe sportif de proximité du village Amrouna, Henni Zaït.

R. N.



Tamanrasset

Plusieurs projets retenus pour impulser la dynamique de développement

Plusieurs opérations de développement, tous secteurs confondus, ont été retenues en faveur de la wilaya de Tamanrasset dans le but d'impulser la dynamique de développement dans cette région de l'extrême sud du pays, a indiqué, jeudi à Tamanrasset, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.



Intervenant lors d'une rencontre tenue en présence des secrétaires généraux d'autres départements ministériels, Salaheddine Dahmoune a affirmé qu'une série de projets de développement, d'un financement de plus de 4,6 milliards DA, a été accordée à la wilaya de Tamanrasset et les wilayas déléguées d'In-Salah et In-Guezzam, pour booster le développement dans ces régions et répondre aux attentes de leurs populations.

La commune de Tamanrasset verra une relance des travaux d'aménagement urbain, l'aménagement et l'équipement d'établissements scolaires en matériels scolaires et équipements de climatisation, ainsi que le lancement d'une étude technique pour la réalisation de 30 classes à travers la wilaya, a-t-il fait savoir.

La wilaya déléguée d'In-Guezzam s'est vue accorder, dans ce cadre, l'ouverture et la viabilisa-

tion d'une piste reliant les localités d'In-Ghessane et Tin-Zaouatine, la réhabilitation du réseau d'assainissement, l'extension de celui d'alimentation en eau potable, des opérations d'aménagement urbain, la réalisation d'une esplanade, l'extension du réseau d'éclairage public et de l'électrification rurale, l'aménagement du stade communal et la réalisation de deux stades proximité.

La réalisation de six salles dans deux écoles primaires à Tin-Zaouatine, la réhabilitation et le revêtement d'une pelouse synthétique du terrain de l'ancien stade communal, la réalisation d'un stade de proximité au profit de la localité de Taoundert, l'extension du réseau d'assainissement et la réalisation de puits pastoraux pour l'abreuvement du cheptel, figurent parmi les projets opérations projetées. La wilaya déléguée d'In-Salah s'est vu accorder une bonne part de ces projets, dont des opérations

liées au parachèvement des projets de route et ruelles raccordant les quartiers et ksour de cette collectivité, en plus de la réalisation de 14 opérations portant extension et réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement, l'extension du réseau d'éclairage public.

Elle a bénéficié aussi de la réalisation d'un abattoir communal, l'équipement de structures et installations sportives et de la réalisation de huit stades de proximité à travers les quartiers du chef lieu de la commune d'In-Salah.

Les communes de Foggaret-Ezzoua et In-Ghar ont, pour leur part, bénéficié, dans ce cadre, de projets de réalisation et d'extension des réseaux d'assainissement et d'eau potable, l'aménagement d'espaces verts, l'extension des réseaux d'éclairage pour la commune de Foggaret-Ezzoua et ses environs, et la réalisation et l'équipement de deux crèches,

l'aménagement urbain et la réalisation de deux stades de proximité pour celle d'In-Ghar.

Subventions exceptionnelles et projets dans le secteur de la santé

Outre ces efforts visant la prise en charge des attentes de la population locale et l'amélioration de son cadre de vie, les pouvoirs publics ont accordé des subventions jugées exceptionnelles pour les communes d'Ideles, Tazrouk et In-M'guel, destinées notamment à la prise en charge des dépenses de carburants utilisés dans la production électrique alimentant ces collectivités.

Le SG du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales a saisi l'opportunité pour inviter le citoyen à s'impliquer dans les efforts de promotion du développement local, à accorder

une grande importance à la prochaine échéance électorale car liée à la prise en charge des préoccupations directes des administrés.

Le secteur de la santé sera également renforcé, au titre des efforts de promotion de la couverture sanitaire, par de nouvelles opérations portant sur la réalisation de deux structures hospitalières à In-Guezzam et Tin-Zaouatine (60 lits chacune) et de deux autres à Tamanrasset et In-Salah (200 lits chacune), en plus de la prise en charge du problème de déficit en encadrement médical spécialisé, à travers l'affectation de 33 praticiens spécialistes, et une équipe médicale cubaine de 37 praticiens et assistants, a indiqué, pour sa part, le SG du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.

Les SG des ministères participant à cette rencontre ont également passé en revue les actions de développement projetées par leurs secteurs respectifs, dans l'objectif de booster le développement local dans le Sud du pays et d'améliorer le service public et les conditions de vie du citoyen.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, qui avait mis l'accent sur la nécessité de trouver un mécanisme d'évaluation et de suivi de la concrétisation des décisions prises lors de sa dernière visite dans la wilaya de Tamanrasset, le 10 aout dernier.

Elle a regroupé les SG des ministères des Travaux publics, de la Santé et de la population, de la Jeunesse et des Sports, des Ressources en eau, ainsi que de l'Agriculture et du Développement rural, en présence des autorités et des élus locaux. **R. T.**

Ouargla

Un budget pour la réalisation de routes frontalières

Un financement global de plus de 7,5 milliards DA a été consacré sur budget de l'Etat à la réalisation de centaines de kilomètres de routes frontalières, dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris de la direction locale des travaux publics (DTP).

La wilaya a dans ce cadre bénéficié de deux opérations, dont la première, achevée cette année et ayant coûté plus de 3 milliards DA, a concerné la réalisation de

160 km sur le territoire de la daïra frontalière d'El-Borma (420 Est d'Ouargla), dont 100 km entre les localités de Bir Lahèche et Hamada El-Guelta, et la seconde de 60 km entre Bir Lahèche et Bir Ahmed. La deuxième opération, en cours d'exécution pour plus de 4,5 milliards DA, consiste en une route frontalière de 250 km entre El-Borma et Debdeb (wilaya d'Illizi), a-t-on précisé. Ces projets de développement, dont la réalisation a été confiée à plu-

sieurs entreprises publiques, entrent dans le cadre d'un programme global décidé par l'Etat pour la réalisation de routes dans l'ensemble des zones frontalières du pays, pour leur sécurisation et la contribution à l'impulsion de leur développement, selon la même source.

Le secteur des Travaux publics dans la wilaya d'Ouargla fait état, par ailleurs, de la finalisation d'un tronçon de 9 km du projet de route de contournement-Est de la

ville de Touggourt (160 km d'Ouargla) dont il ne reste que 3 km à réaliser et un ouvrage d'art enjambant le canal d'Oued-Righ.

Le secteur a également finalisé les études techniques pour la réalisation d'une route de contournement-Ouest de la ville de Touggourt sur 25 km, et d'un dédoublement de voies entre Ouargla et N'goussa sur une distance de 20 km.

L. M.

Université Amar-Thelidji à Laghouat

76 postes doctorants ouverts

Au moins 76 postes doctorants de troisième cycle (système LMD) ont été ouverts cette année à l'Université Amar Thelidji à Laghouat, a-t-on appris auprès du rectorat.

Les concours d'accès seront organisés très prochainement

pour les candidats à ces postes prévus dans 11 spécialités, au titre de la formation en post-graduation 2017-2018, a affirmé le recteur, Pr Djamel Benbartal.

Ces postes sont répartis entre les filières es-Sciences et es-Lettres (34), les spécialités de

Technologie et Droit et sciences politiques (15 chacune), tandis que les 12 postes restants sont prévus pour les sciences économiques et les sciences sociales et humaines, a-t-il précisé.

Les effectifs en post-graduation ûMagistère (système clas-

sique) et Doctorat (LMD) ont atteint l'an dernier les 1.067 étudiants inscrits dans 103 spécialités, rappelle la même source. En matière d'encadrement, 25 maitres-assistants "B" seront recrutés, portant ainsi les effectifs d'enseignants à 946, dont 291

avec grade de professeur, a fait savoir le même responsable. L'université Amar Thelidji compte actuellement plus de 30.000 étudiants répartis entre neuf (9) facultés et un (1) institut de l'Education physique et sportive, a-t-il ajouté. **O. M.**

CONFLITS

Incertitude sur l'accord nucléaire

Trump durcit le ton sur l'Iran

Donald Trump a menacé vendredi de mettre fin «à tout moment» à l'accord international qui vise à empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique, provoquant l'inquiétude des autres pays signataires et ouvrant une période de grande incertitude.



S'il a prononcé un réquisitoire enflammé contre ce texte emblématique, «le pire» jamais négocié par les Etats-Unis, le président américain a assuré que son pays ne s'en retirerait pas pour l'instant.

Mais dans une allocution extrêmement virulente à l'encontre du régime iranien qualifié de «dictatorial», il a précisé qu'il ne «certifierait» pas le fait que Téhéran respecte ses engagements, en dépit des assurances en ce sens de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) - dont le patron Yukiya Amano a aussitôt réaffirmé que l'Iran faisait l'objet «du régime de vérification nucléaire le plus solide au monde».

Le discours de Donald Trump a provoqué une forte réaction de Téhéran. Les Etats-Unis sont «plus seuls que jamais contre le peuple iranien», a lancé le président iranien, Hassan Rohani.

Moscou a immédiatement dénoncé la stratégie de l'occupant de la Maison-Blanche, très isolé sur ce dossier. La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a mis en garde contre la tentation de «démanteler un accord qui fonctionne et tient ses promesses».

Fermeté diplomatique

Dans un communiqué diplomatique, mais ferme, la Première ministre britannique, Theresa May, la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président français, Emmanuel Macron, ont souligné qu'ils restaient «engagés» dans l'accord, aboutissement de «13 années de diplomatie», appelant

à sa «pleine application par toutes les parties».

Et Emmanuel Macron est allé jusqu'à s'entretenir avec Hassan Rohani au téléphone, pour lui redire «l'attachement de la France» à l'accord de 2015 et «envisager» de se rendre personnellement à Téhéran.

Le chef de la diplomatie américaine, Rex Tillerson, s'est néanmoins voulu rassurant. «Je m'attends à ce que nos alliés et amis en Europe et dans la région soutiennent fermement nos efforts pour faire face aux menaces iraniennes», a-t-il dit.

«Quel est le sens d'un accord qui ne fait que retarder la capacité nucléaire» de l'Iran «pour une courte période ?», s'est interrogé Donald Trump, soulignant que son administration souhaitait en particulier supprimer les échéances en vertu desquelles certaines restrictions au programme nucléaire pourraient être levées progressivement après 2025.

Il a également annoncé de nouvelles sanctions contre les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite iranienne, accusés d'avoir «détourné de vastes parts de l'économie» pour «financer la guerre et le terrorisme à l'étranger».

Et dans la soirée, Donald Trump a assuré dans un tweet que «les participants à l'accord sont en train de se faire beaucoup d'argent en commerçant avec l'Iran».

A contre-courant des signataires de l'accord, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a félicité le milliardaire républicain pour sa «décision courageuse». L'Arabie Saoudite, monarchie sunnite du

Golfe qui redoute la montée en puissance de son grand rival chiite, a salué la «stratégie ferme» de M. Trump.

Cette «non-certification» place le Congrès américain en première ligne.

La majorité républicaine ne semblait pas prête à réimposer des sanctions et donc à endosser la responsabilité de saborder cet accord soutenu par les autres grandes puissances mondiales.

Une solution, concoctée par deux sénateurs républicains en coordination étroite avec le gouvernement, consisterait à voter une loi créant un nouveau seuil pour déclencher des sanctions contre l'Iran à l'avenir. Une sorte de mise à jour, unilatérale, du «JCPOA» (acronyme anglais de l'accord).

Limites permanentes

Les élus espèrent aussi rendre permanentes les limites imposées sur le développement nucléaire iranien.

«Nous proposons une voie qui comblera les lacunes de l'accord nucléaire tout en maintenant l'administration dans l'accord», a expliqué Bob Corker, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat.

Mais rien n'indique que Téhéran accepterait de nouvelles contraintes sans broncher.

«Tout ce qui va dans le sens de nouvelles conditions» ajoutées à l'accord sera considéré «comme une violation unilatérale de l'accord lui-même», a mis en garde vendredi Wendy Sherman, principale négociatrice américaine du texte sous l'ère Obama.

«Cela met en danger les intérêts de la sécurité nationale des Etats-Unis et de leurs

plus proches alliés», a prévenu l'ancien chef de la diplomatie américaine, John Kerry, négociateur du texte. Si Téhéran et Washington ont rompu leurs relations diplomatiques en 1980, au lendemain de la révolution islamique de 1979, la fin de l'administration de Barack Obama avait marqué le début d'une évolution. Le président démocrate avait jugé que l'accord donnait «une chance d'aller dans une nouvelle direction».

Mais depuis son installation à la Maison-Blanche en janvier, Donald Trump a donné un net coup de barre. Il n'a eu de cesse de durcir encore le ton face à Téhéran.

Et il est déterminé à gommer une distinction faite par son prédécesseur : négocier sur le nucléaire d'un côté, dénoncer les activités «déstabilisatrices» de l'autre (en Syrie, au Liban ou encore au Yémen). Cette annonce s'ajoute à la longue liste des accords que les Etats-Unis ont quitté - ou menacé de quitter - ces derniers mois : partenariat transpacifique (TPP), accord de Paris sur le climat, accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Et, depuis jeudi, l'organisation onusienne Unesco. **AFP**

Syrie

A Raqa, nous accepterons la reddition des terroristes

■ La coalition dirigée par les Etats-Unis «acceptera la reddition» des terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (Daech/EI) retranchés à Raqa, dans le nord de la Syrie, a déclaré vendredi le ministre américain de la Défense, Jim Mattis.

«S'ils se rendent, bien sûr que nous accepterons leur reddition», a ajouté M. Mattis, interrogé sur la suspension des discussions en cours pour tenter de faciliter l'évacuation des civils. Mais «les plus fanatiques ne le permettront pas, ils empêchent les civils de s'enfuir vers nos positions... Ils se batront jusqu'au bout».

La coalition n'est pas directement impliquée dans les négociations en vue d'obtenir le départ des civils présents dans les dernières poches tenues par les terroristes, mais elle conseille ses alliés des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui sont sur le terrain où ils ont reconquis près de 90% de Raqa. Les discussions ont échoué sur l'évacuation des jihadistes de la ville car la coalition et les FDS, craignent que ceux qui seraient autorisés à partir ne prennent les armes un peu plus loin.

C'est pour cette raison que la coalition avait bloqué le mois dernier un convoi de onze autobus chargés de quelque 150 à 200 terroristes et 150 à 200 civils présentés comme des membres de leurs familles-- juste avant son arrivée à la frontière irakienne, en bombardant la route et un pont.

«Ce sont eux qui assassinent les gens. Nous, nous sommes les gentils», a ajouté M. Mattis. «Maintenant que le sol s'effondre sous les pieds de l'EI, ils sont de plus en plus nombreux à se rendre», a-t-il noté. «Nous accepterons leur reddition».

Bien sûr, ils seront interrogés à des fins de renseignement, ils seront probablement détenus par les FDS ou ceux qui les auront attrapés». Quelque 4 000 civils seraient toujours pris au piège à Raqa, où se trouveraient entre 300 et 400 terroristes, selon la coalition.

R. M.

Irak

L'armée donne un ultimatum aux peshmergas

Les forces irakiennes auraient donné un ultimatum aux combattants kurdes qui en cours jusqu'à samedi soir pour se retirer de des positions qu'ils tiennent depuis 2014 dans province pétrolière de Kirkouk, selon un responsable kurde.

«Le temps imparti aux peshmergas pour revenir à leurs positions d'avant le 6 juin 2014 et remettre ces bases aux forces gouvernementales s'achèvera dans la nuit» de samedi à dimanche, a déclaré hier ce responsable qui s'exprime sous le couvert de

l'anonymat. Le gouvernement irakien n'avait pas confirmé cette information hier matin, selon les agences de presse.

Cette déclaration intervient alors que le président irakien Fouad Massoum, lui-même kurde, s'est rendu vendredi soir à Souleimaniyeh au Kurdistan pour y rencontrer d'autres responsables de la zone autonome.

Plus tôt dans la journée, les forces irakiennes avaient repris sans combat des positions occupées depuis 2014 par les

peshmergas kurdes dans le sud de la province de Kirkouk, que le Kurdistan autonome dispute aux autorités à Baghdad.

Cette avancée s'est faite dans un contexte de fortes tensions, Erbil prévenant que des «milliers de peshmergas» étaient déployés, prêts à se «défendre quel qu'en soit le prix».

Erbil est en crise ouverte avec Baghdad depuis son référendum d'indépendance tenu le 25 septembre contre l'avis des autorités centrales. **R. N.**



Cameroun

Reddition de membres présumés de Boko Haram dans le nord

Près de 60 membres présumés du groupe jihadiste Boko Haram et leurs proches, soit au total environ 350 personnes, se sont rendus aux autorités du nord Cameroun, a constaté vendredi un correspondant de l'AFP.



Après avoir passé plus de deux ans au sein de Boko Haram, ils ont décidé de fuir et de se rendre auprès des autorités camerounaises suite à l'appel lancé il y a six mois par le gouverneur de la région de l'Extrême Nord, Midjiyawa Bakari, ont expliqué plusieurs d'entre eux à la presse, au cours d'une cérémonie

organisée par les autorités locales.

Il s'agit de 58 hommes, 86 femmes et 244 enfants, qui ont raconté avoir été pris en otages lors des différentes incursions de Boko Haram dans leurs villages et ramenés au Nigeria où ils ont été enrôlés de force dans le groupe jihadiste. "C'est sur cette base (du message officiel les appe-

lant à déposer les armes) qu'ils ont été mis en confiance. Nous comptons sur eux pour faire revenir également ceux qui hésitent et qui sont nombreux d'après leurs dires", a souligné le gouverneur. Ces personnes sont des Camerounais originaires des villages de Mayo Moskota et Gosda Vrekek. Devant la presse, ils ont expliqué avoir com-

battu pour Boko Haram, puis avoir déposé les armes de leur propre gré. C'est à la frontière avec le Nigeria, dans le village de Tchineré, qu'ils ont été récupérés par des membres d'un "comité de vigilance", villageois mobilisés contre le groupe jihadiste, qui les ont conduits chez le sous-préfet de l'arrondissement de Mozogo.

"Nous les avons interceptés au niveau de Kodogo, Wosi Madagar, quand nous menions des patrouilles là-bas. Ils ont dit qu'ils sont des revenants, qu'ils se sont rendus", a raconté Ousmane Kouila, président du comité de vigilance local.

Le gouverneur de l'Extrême Nord est allé à leur rencontre, ordonnant leur transfert à distance de la frontière avec le Nigeria pour éviter des représailles de Boko Haram.

Les autorités ont pris des dispositions pour assurer leur prise en charge et envisagent de leur apporter une aide psychologique. "Ils ont fait l'objet d'un lavage de cerveau, peut-être aussi de serment sur le coran ou des pactes de sang. Nous allons voir comment trouver non seulement des médecins, mais aussi des psychiatres pour faire remonter en surface tout ce qu'ils ont dû endurer", a déclaré le gouverneur. **AFP**

Pour sortir de la pauvreté L'Afrique invitée à ne plus compter sur les subventions

Les pays africains devraient accorder moins d'importance aux subventions et à l'aide pour sortir de la pauvreté, a préconisé jeudi le président de la Banque africaine d'importation et d'exportation (Afreximbank), Benedict Oramah.

M. Oramah a déclaré qu'au lieu de compter sur l'aide et les subventions, les pays africains devraient beaucoup plus compter sur eux-mêmes et sur leur capacité à utiliser leurs abondantes ressources.

"Les subventions n'aident jamais à faire sortir un peuple de la pauvreté, mais elles perpétuent la culture de la dépendance", a-t-il fait savoir lors d'une conférence à l'Université de New York, selon un communiqué envoyé par courrier électronique.

Selon lui, le chemin de la grandeur pour l'Afrique dépend de la promotion du commerce intra-africain et de la démarchandisation des exportations du continent, ajoutant que la banque a lancé une stratégie pour promouvoir le commerce intra-africain.

Selon lui, la stratégie commerciale intra-africaine de la banque repose sur une philosophie selon laquelle la création de solides capacités de production à l'exportation et de chaînes d'approvisionnement nationales et continentales facilite l'augmentation des flux de biens et services transfrontaliers en Afrique et entre les pays africains et les Africains de la diaspora.

Parmi les priorités de la stratégie figurent l'approfondissement de l'accès à l'information commerciale, la formalisation du commerce informel intra-africain tout en soutenant l'émergence et la croissance des sociétés d'exportation pour qu'elles servent de véhicules institutionnels du commerce intra-africain. **R. A.**

Nigeria

Déploiement de l'armée pour contrer les criminels dans les zones côtières

L'armée nigérienne a annoncé vendredi avoir déployé des troupes pour anéantir les activités de chefs d'orchestre notoires de gangs criminels et de leurs cachettes dans les zones côtières du pays.

S'exprimant à Takwa Bay Island à Lagos, le centre économique du Nigeria, le général Tukur Buratai, chef d'état-major de l'armée de terre, a déclaré que la présence de l'armée sur l'île et dans d'autres parties du pays se fera sentir plus rapidement, conformément à l'ordre de bataille de 2016, au fur et à mesure que le fonds sera disponible.

Le général a rappelé que la première phase de l'exercice qui a eu lieu entre août et septembre 2016 dans les États du sud d'Abia, de Bayelsa, de Cross River, de Delta, d'Imo et de Rivers, a enregistré un énorme succès.

Il a dit que cela réduisait les activités des militants et le soutage illégal du pétrole, la destruction de la fosse des ravisseurs et le sauvetage des victimes enlevées, la destruction des camps de cultistes, entre autres.

Le général Buratai a déclaré que le succès de l'exercice militaire dans ces États a poussé certains éléments criminels vers d'autres parties du pays, nécessitant ainsi un réajustement de la zone d'opération de la deuxième phase en 2017. Il a déclaré à son auditoire que les agences soeurs se sont employées à affiner les compétences de combat des troupes sur les terres et l'environnement amphibie et à consolider les acquis obtenus lors de la première phase.

Ces derniers temps, les États du sud-ouest du Nigeria ont connu une augmentation de cas d'enlèvements et d'activités militantes. **Y. L.**

Angola

Sept morts dans un accident d'avion

Les sept membres d'équipage et passagers d'un avion bimoteur, dont un Portugais et un Sud-Africain, sont morts jeudi soir dans le crash accidentel de leur appareil dans le nord-est de l'Angola, a-t-on appris vendredi auprès des secours.

L'avion, un bimoteur Embraer 120 de fabrication brésilienne appartenant à la compagnie locale Air Guicango, a décollé jeudi en fin d'après-midi de Dundo (nord-est), près de la frontière congolaise, à destination de la capitale angolaise Luanda, a rapporté à l'AFP le chef des pompiers locaux, Felismino Ndumba.

"L'appareil a quitté Dundo à 16h58 (15h58 GMT) pour Luanda, nous avons perdu sa trace juste après le décollage", a précisé M. Ndumba, interrogé par téléphone. "Malgré nos efforts, nous n'avons eu aucun contact avec l'avion depuis. Il y avait sept personnes à bord, dont un Portugais et un Sud-Africain", a poursuivi le responsable.

Selon une source gouvernementale portugaise citée par l'agence de presse Lusa, la victime portugaise est un pompier de 39 ans. L'appareil a très vraisemblablement disparu dans le lac Nacarumbo, près de la localité de Cuilo (nord-est), selon

Felismino Ndumba. "Il est impossible qu'il y ait des survivants", a-t-il souligné.

Les causes de l'accident restaient encore inconnues vendredi. Le responsable des pompiers a toutefois souligné que le temps était "mauvais" sur la région jeudi soir et que l'avion avait récemment connu des "dysfonctionnements".

Deux hélicoptères militaires ont été dépêchés dans la zone pour tenter de localiser l'épave de l'Embraer et les corps des victimes, a annoncé de son côté à la presse un porte-parole de l'armée de l'air angolaise, le commandant Francisco Waianga. **AFP**

Côte d'Ivoire

Le phénomène des "microbes" délinquants en recul

Le phénomène des "microbes", ces bandes de jeunes accusées de nombreuses agressions à main armée à Abidjan "est en plein recul", a affirmé vendredi la police ivoirienne.

Grâce à une vaste opération des forces de sécurité baptisée "Epervier 3", menée depuis le 21 septembre, qui mobilise 1.500 policiers dans la capitale économique ivoirienne et 1.100 en province, "le phénomène des microbes est en plein recul" et "le sentiment d'insécurité a baissé parmi la population", a déclaré le porte-parole de la police, le commissaire Charlemagne Bleu, lors d'une conférence de presse.

Les médias dénoncent régulièrement l'insécurité provoquée à Abidjan par ces

bandes de jeunes délinquants appelés "microbes" par les Ivoiriens, qui lancent des attaques violentes dans différents quartiers, se soldant parfois par des blessés graves, voire des morts.

Selon les chiffres fournis par la police, 5.800 personnes ont été interpellées en trois semaines et 248 d'entre elles déférées devant la justice. Parmi les interpellations ne figurent cependant que cinq mineurs.

Le phénomène des microbes a évolué et ce sont maintenant de jeunes adultes qui composent les bandes, a affirmé le commissaire Bleu, soulignant l'importance du nombre d'armes blanches saisies, 890 couteaux et 190 machettes, le type

d'armes typiquement utilisées par les "microbes". Selon un rapport de la justice ivoirienne présenté jeudi, "45 enfants de moins de 18 ans ont été déférés en 2016-2017 devant le parquet d'Abidjan pour meurtres, vols, coup et blessures, pillages, assassinat". "Ces délinquants mineurs opèrent en bande de dix, rarement seuls, à visage découvert, de jour comme de nuit. Ils n'utilisent pas d'arme à feu, mais des couteaux, des barres de fer, des machettes (...) et trouvent leur inspiration et leur stimulation dans la consommation de stupéfiant", rapporte la magistrate Mireille Kouassi, auteure du rapport présenté lors de la rentrée judiciaire. **M. L.**

Sous Trump, l'Amérique d'abord, mais de plus en plus seule

La position de Donald Trump sur l'Iran est une nouvelle attaque contre le multilatéralisme qui risque, au nom du slogan «l'Amérique d'abord», d'isoler les Etats-Unis dans le monde et d'affaiblir leur crédibilité.



Les observateurs avaient du mal jusqu'ici à définir la diplomatie du président américain, mettant en avant une absence de cohérence ou le gouffre entre ses paroles enflammées et ses actes.

Mais son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, dont la "souveraineté" était le leitmotiv, et sa décision annoncée vendredi de ne pas "certifier" l'accord sur le nucléaire iranien cher au reste de la communauté internationale semblent confirmer une tendance esquissée depuis son arrivée à la Maison Blanche en janvier.

"La politique étrangère de Trump a trouvé un thème: la doctrine du retrait", a résumé le président du centre de recherche Council on Foreign Relations, Richard Haass.

L'accord iranien vient s'ajouter à la liste désormais longue des engagements ou organisations internationaux que Washington a quitté ou menacé de quitter: le partenariat transpacifique (TPP), l'accord de Paris sur le climat, l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et l'Unesco.

Sans surprise, les anciens de l'administration démocrate de Barack Obama sont montés au créneau pour dresser un sombre bilan des neuf premiers mois du

président républicain, sans expérience diplomatique avant son élection.

Critiques républicaines

«Une fois de plus, Trump met en doute la capacité des Etats-Unis à tenir ses engagements internationaux», peste Ben Rhodes, qui fut conseiller adjoint à la Sécurité nationale de Barack Obama, en dénonçant "une violation de l'accord" historique conclu en 2015 pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme atomique. "Les autres pays ne vont plus vouloir conclure des accords avec les Etats-Unis, car ils penseront que nous n'allons pas tenir parole."

Et même si le milliardaire républicain n'est pas allé jusqu'à "déchirer" l'accord iranien comme promis, sa "non-certification" ajoutée à la menace d'y mettre fin "à tout moment" vont "affaiblir" et "isoler" Washington ainsi que son alliance avec les Européens tout en renforçant l'Iran, la Russie et la Chine, prévient Wendy Sherman, principale négociatrice américaine du

texte. **Mais les démocrates ne sont pas les seuls critiques.**

D'anciens hauts diplomates qui ont servi le président républicain George W. Bush ont aussi exprimé publiquement leurs doutes. Richard Haass souligne ainsi une incohérence du discours de Donald Trump, qui ne cesse de dénoncer la "dictature" ou le "régime" iranien, "en suggérant qu'un changement de régime est le but ultime de la politique américaine" alors qu'il clame ne plus vouloir imposer de telles solutions.

Et Nicholas Burns, autre diplomate devenu professeur à l'Harvard Kennedy School, déplore des "erreurs historiques". Les Etats-Unis "se retirent de leur rôle de leader mondial sous Trump", lance-t-il.

Comme lors du retrait de l'accord sur le climat, les Européens font front commun pour défendre le pacte iranien. La cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini a dénié à Donald Trump le "pouvoir" d'y mettre fin unilatéralement.

Quant au président français Emmanuel Macron, qui affiche volontiers sa complicité avec le magnat de l'immobilier, il s'est clairement démarqué en parlant avec son homologue iranien Hassan Rohani pour le rassurer et "envisager" de se rendre personnellement à Téhéran.

Conséquences sur la crise nord-coréenne

De nombreux observateurs s'inquiètent des conséquences sur la principale crise internationale du moment, née des ambitions nucléaires nord-coréennes.

Selon Robert Einhorn, de la Brookings Institution, pour venir à la table des négociations, Pyongyang "doit penser que l'Amérique est prête à tenir ses engagements", or la menace d'abandonner l'accord iranien "nuît" à cette perspective.

D'autant que sur la Corée du Nord, l'administration américaine a adopté une stratégie qui passe par l'unité de la communauté internationale, via l'ONU, pour faire pres-

sion sur le régime de Kim Jong-Il. Mais "les tweets matinaux" de Donald Trump, qui promet "le feu et la fureur" à Pyongyang, "embrouillent les Nord-Coréens, les Américains et nos alliés en Europe et en Asie", disait récemment ce chercheur à l'AFP.

"Trump semble penser que la puissance militaire et économique des Etats-Unis est suffisante pour leur permettre de faire ce qu'ils veulent quand ils veulent", analyse Barbara Slavin, du centre de réflexion Atlantic Council. "Ce qu'il ne comprend pas, c'est que les Etats-Unis sont au faite de leur puissance quand ils sont à la manoeuvre pour donner vie à un consensus international."

Seuls les détracteurs de l'accord iranien trouvent des bienfaits à la position américaine, saluée par Jérusalem et Ryad, ennemis régionaux de Téhéran, et qui a trouvé un certain écho auprès des centres de réflexion conservateurs et, malgré certaines réserves, auprès des élus républicains du Congrès. **AFP**

L'ex-otage en Afghanistan, Joshua

Boyle raconte le meurtre de sa fille et le viol de son épouse

■ Peu après son arrivée vendredi soir au Canada, l'ex-otage Joshua Boyle a accusé ses ravisseurs, le réseau Haqqani affilié aux talibans, d'avoir tué sa fille et violé son épouse, l'Américaine Caitlan Coleman. «La stupidité et le mal des réseaux Haqqani kidnappant un pèlerin et sa femme enceinte, venus aider de simples villageois dans les régions contrôlées par les talibans en Afghanistan, n'ont été éclipsés que par la stupidité et le mal d'autoriser le meurtre de ma fille Boyle, martyr Boyle, en raison de mon refus répété d'accepter une offre que les malfaiteurs criminels du réseau Haqqani m'avaient faite», a déclaré Joshua Boyle.

Lisant un texte préparé devant les caméras, l'ex-otage canadien, au bord des larmes, a indiqué que la conséquence de son refus avait conduit "au viol par la suite de sa femme, non comme une action soli-

taire, mais par un garde assisté par le capitaine des gardes et supervisé par le commandant de Haqqani Abu Hajar".

Joshua Boyle a indiqué que le meurtre de sa fille et le viol de son épouse en 2014 avaient été confirmés par une enquête afghane datant de 2016.

"Je n'ai certainement pas l'intention de permettre à une bande brutale de criminels de dicter la direction future de ma famille", a-t-il poursuivi sans donner de détail sur les demandes formulées par ses ravisseurs qu'il avait refusées.

Libéré mercredi au Pakistan, Joshua Boyle, son épouse et trois autres de leurs enfants nés en captivité en Afghanistan, sont arrivés vendredi dans la soirée à l'aéroport de Toronto.

Il a jugé important pour sa famille d'être maintenant en mesure de "construire un sanctuaire sécurisé"

que ses "trois enfants survivants pourront appeler leur maison". Il souhaite ainsi leur offrir, outre l'éducation, un environnement à même de leur permettre "de récupérer une partie de l'enfance qu'ils ont perdue".

M. Boyle a affirmé avoir été en Afghanistan pour aider "la minorité la plus négligée au monde".

"Ces villageois ordinaires qui vivent dans des zones reculées des territoires contrôlés par les talibans en Afghanistan, où aucune ONG, aucun travailleur humanitaire ni aucun gouvernement n'a jamais réussi à apporter l'aide nécessaire", a-t-il ajouté. Un peu plus tôt dans la soirée, le gouvernement canadien a salué "le retour tant attendu" de Joshua Boyle, de sa femme et de leurs trois enfants.

"Le Canada a joué un rôle actif à tous les niveaux dans le dossier de M. Boyle, et il continuera de le sou-

tenir, lui et ses proches, maintenant qu'ils sont revenus au pays", a assuré le ministère des Affaires étrangères.

Joshua Boyle et Caitlan Coleman, mariés depuis 2011, avaient été kidnappés par les talibans peu après leur entrée en Afghanistan en 2012, puis remis au réseau allié Haqqani, au Pakistan.

Les otages avaient été libérés lors d'une opération des forces armées pakistanaises après avoir reçu des informations des services de renseignement américains.

Contrairement aux informations données jeudi par les forces armées américaines, Joshua Boyle a affirmé qu'il n'avait pas refusé d'être convoyé par les Américains mais qu'il avait émis la volonté de retrouver sa famille au Canada. Les parents de Joshua Boyle résident à 80 km au sud-ouest de la capitale fédérale Ottawa.

Très engagé dans la défense d'Omar Khadr, un Canadien capturé à l'âge de 15 ans en 2002 en Afghanistan et longtemps emprisonné à Guantanamo avant son transfert et sa libération au Canada, Joshua Boyle avait épousé en 2009 sa soeur, Zaynab Khadr.

Jeudi, la ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland avait assuré que Joshua Boyle ne faisait "l'objet d'aucune enquête" au Canada où il était donc attendu avec son épouse et ses enfants. Elle avait également assuré qu'aucune rançon n'avait été versée pour la libération des cinq membres de la famille Boyle.

Les ex-otages avaient pris un vol commercial vendredi matin depuis Islamabad à destination de Londres où ils ont ensuite embarqué à destination de Toronto. **AFP**



Oncle Sam face à la Russie en Syrie orientale : le scénario du cauchemar

L'effondrement imminent d'ISIS a lancé une course aux territoires dans la partie orientale de la Syrie, riche en pétrole, jetant l'une contre l'autre les forces soutenues par les États-Unis et la coalition dirigée par la Russie en Syrie, l'Iran et le Hezbollah. C'est le scénario de cauchemar que tout le monde voulait éviter.

Par Mike Whitney

Les armées de Washington et de Moscou convergent maintenant sur la même zone, tout en augmentant considérablement la probabilité d'une conflagration entre les deux superpuissances nucléaires. La seule manière dont un conflit peut être évité est qu'une partie recule, ce qui semble de plus en plus improbable.

La situation peut être facilement expliquée. La vaste étendue de territoire capturée par ISIS diminue constamment en raison de la persévérance obstinée de l'armée arabe syrienne (SAA) qui a libéré la plupart des campagnes à l'ouest de la rivière Euphrate, y compris l'ancien bastion de l'ISIS à Deir Ezzor, une garnison critique au centre des combats. ISIS subit également une pression au nord où le SDF [kurde], soutenu par les États-Unis, pilonne leur capitale Raqqa tout en déployant des troupes et des chars vers le sud en direction des champs de pétrole de la province de Deir Ezzor.

Washington a précisé qu'il voulait que son armée par procuration contrôle la zone à l'est de l'Euphrate, établissant une partition tranquille entre l'est et l'ouest. Les États-Unis veulent également contrôler les vastes ressources pétrolières de Deir Ezzor afin de fournir un flux de revenus fiable pour aider à l'émergence du mini-État kurde.

Le président syrien Bachar al Assad a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'accepterait jamais le partage du pays. Mais la décision ne sera pas prise par Assad seul. Ses partenaires de la coalition à Moscou, Beyrouth et Téhéran contribueront également à façonner le règlement final. En ce qui concerne Poutine, il semble extrêmement improbable qu'il risque une guerre prolongée et sanglante avec les États-Unis simplement pour reprendre chaque mètre carré du territoire syrien. Le président russe permettra probablement aux États-Unis de garder leurs bases dans le nord-est à condition que des zones critiques soient concédées au régime. Mais où se dessine la ligne ? C'est la question.

Les États-Unis veulent contrôler la zone à l'est de l'Euphrate, y compris les champs pétroliers lucratifs. C'est pourquoi ils ont déployé des troupes du SDF dans le sud, même si elles sont

encore nécessaires à Raqqa. En début de semaine, il semblait que l'armée syrienne avait pris l'avantage sur le SDF lorsque les troupes et les véhicules blindés de la première ont traversé l'Euphrate en direction de l'est vers les champs de pétrole. Mais les rapports qui ont été publiés jeudi dernier indiquent que le SDF leur a damé le pion. Selon South Front :

" Jeudi, les forces démocratiques syriennes (SDF) soutenues par les États-Unis ont capturé les champs de pétrole de Tabiyeh et d'al-Isba dans la campagne au nord-ouest de Deir Ezzor, selon des sources pro-kurdes. Si ces rapports sont confirmés, le SDF contrôlera plus de la moitié de la réserve de pétrole de la Syrie. De plus, cela signifie que le SDF a bloqué au moins en partie la voie de l'armée syrienne SAA sur la rive est de la rivière Euphrate. " ("Syrian Democratic Forces Capture Key Oil Fields In Deir Ezzor", Front Sud). C'est un revers majeur pour la coalition russe. Cela signifie que la SAA soutenue par l'armée de l'air russe devra se battre contre un groupe qui, jusqu'à présent, a été un allié dans la guerre contre ISIS. Maintenant, il est clair que le SDF, principalement kurde, n'est plus allié, c'est un ennemi qui veut voler les ressources de la Syrie et créer un État sur le flanc est de celle-ci.

La nouvelle de l'arrivée du SDF sur les champs de pétrole est venue quelques heures seulement après que le porte-parole du ministère de la Défense russe, le major-général Igor Konashenkov, a émis un vif avertissement aux États-Unis et au SDF que la Russie procéderait à des représailles si les attaques de mortier ou de roquettes de SDF continuaient.

Citation : " La Russie a déclaré sans équivoque aux commandants des forces américaines à Al Udeid Airbase (Qatar) qu'elle ne tolérerait aucun bombardement à partir des zones où le SDF est stationné. Le feu à partir de ces positions sera éliminé avec tous les moyens nécessaires. "

Rétrospectivement, il semble que le SDF ait déjà décidé de se séparer clairement du gouvernement, sans aucun doute sur ses intentions. Washington utilise le SDF pour saisir les champs de pétrole et revendiquer, pour elle-même, toute la partie de la Syrie à l'est de l'Euphrate. Il ne fait aucun doute que ces unités de combat du SDF sont

accompagnées de forces spéciales américaines qui fournissent des communications capitales, un soutien logistique et tactique. Cette opération comporte les empreintes digitales de Washington, partout.

Le vendredi matin, les forces loyalistes dirigées par les 5e Corps d'assaut des chasseurs contre ISIS, ont établi un contrôle total sur le village de Khusham, sur la rive est de la rivière Euphrate, près de la ville de Deir Ezzor. Le village, stratégiquement situé, bloque une route clé reliant la zone détenue par le SDF aux champs pétroliers d'Omar.

Vous-voquez la photo ? Les forces soutenues par les États-Unis et les membres de la coalition russe opèrent maintenant sur le même théâtre essayant de saisir les mêmes pans de terres pétrolières. Cela a tous les aspects d'une collision frontale majeure.

Poutine est un homme prudent et raisonnable, mais il n'abandonnera pas les champs de pétrole de la Syrie sans se battre. En outre, Assad a besoin des recettes pétrolières pour financer la reconstruction de son pays dévasté. Tout aussi important, il a besoin du territoire à l'est de Deir Ezzor pour une route terrestre reliant Beyrouth, Damas, Bagdad et Téhéran, la soi-disant autoroute arabe. Le travail de Poutine consiste à agréger autant de morceaux de pays qu'il faudra pour créer un État viable. Donc, alors qu'il peut permettre au SDF et à l'armée américaine d'occuper des parties du nord-est, il ne va pas abandonner des ressources cruciales ou un territoire stratégiquement situé.

Alors, qu'est-ce que tout cela veut dire ? Cela signifie-t-il que la Russie soutiendra les tentatives d'Assad de libérer les champs pétroliers, même si cela devait déclencher une guerre plus large avec les États-Unis ?

Oui, c'est exactement ce que cela veut dire. Poutine ne veut pas la castagne avec l'oncle Sam, mais il ne va pas abandonner un allié non plus. Donc, il y aura une confrontation car aucune des parties n'est disposée à renoncer à ce qu'elle estime nécessaire pour réussir.

Donc, vous l'avez vu. Alors que l'impasse commence à prendre forme dans l'est de la Syrie, les deux superpuissances rivales se préparent pour le pire. De toute évidence, nous avons atteint le moment le plus dangereux dans cette guerre de six ans. **M. W.**

La militante Al-Sharif veut conduire les Saoudiennes à l'émancipation

■ **Affaire Weinstein : l'Académie des Oscars va-t-elle expulser le producteur déchu ? Sera-t-il expulsé ? Privé de statuettes ? L'Académie qui remet les prestigieux Oscars tient samedi une réunion de crise pour décider d'éventuelles sanctions contre le producteur déchu Harvey Weinstein, accusé d'harcèlement sexuel, agressions ou viol par une trentaine de femmes.**

Celui qui a longtemps fait la pluie et le beau temps à Hollywood s'est transformé en véritable intouchable depuis la parution la semaine dernière d'enquêtes dans le *New Yorker* et *New York Times* révélant ces accusations en chaîne.

Angelina Jolie, Gwyneth Paltrow, Mira Sorvino, Lea Seydoux, Judith Godrèche, Ashley Judd, Rosanna Arquette, parmi beaucoup d'autres, ont brisé l'omerta d'un comportement qui durait depuis plusieurs décennies et qui semblait connu de presque tous à Hollywood, sans que personne n'agisse pour faire cesser les agissements de celui que Meryl Streep a un jour surnommé "Dieu".

Quatre femmes, dont Asia Argento et Rose McGowan, l'accusent de les avoir violées. Weinstein a soutenu par l'intermédiaire d'une porte-parole que ces relations étaient consentantes. La réunion du conseil d'administration de l'Académie des arts et sciences du cinéma devrait démarrer à 10h00 (17h00 GMT). Une autre institution phare d'Hollywood, le syndicat des producteurs américains, se réunit aussi dans l'urgence à partir de midi et doit envisager "des procédures disciplinaires".

Harvey Weinstein et son frère Bob ont gagné 81 Oscars lors de leur carrière chez Miramax et la Weinstein Company (TWC), maisons de production qu'ils ont co-fondées, d'après le site de TWC. Harvey lui-même a gagné une statuette de meilleur film de l'année pour "Shakespeare in love".

L'Académie avait affirmé mercredi que "la conduite décrite dans les accusations contre Harvey Weinstein est répugnante" et avait annoncé sa réunion "spéciale" pour discuter de "toute action nécessaire".

D'après *Variety* et *The Hollywood Reporter*, il n'y a qu'un membre qui a été expulsé en 90 ans d'existence de la vénérable institution: Carmine Caridi, acteur qui avait fait circuler des copies confidentielles de films retrouvées sur internet.

"Je ne pense pas qu'on va lui retirer ses Oscars. Il les a gagnés à la loyale et ils n'ont rien à voir avec son comportement de prédateur (sexuel)", estime Sasha Stone, éditrice du site sur les prix hollywoodiens Awards Daily, interrogée par l'AFP.

Même si l'Académie a dû mettre en place des règles pour gérer les campagnes d'Oscars, car celles de Miramax et TWC étaient réputées trop agressives. Quant à l'expulser ? "Ils ont encore parmi leurs membres Bill Cosby - également accusé d'harcèlement ou viol par cinquante femmes environ - Mel Gibson - qui a fait scandale avec des propos antisémites. Combien d'autres hommes vont voir leur harcèlement sexuel ou pire révélé dans les mois à venir ? Seront-ils tous mis dehors ?", interroge Sasha Stone.

Et vu les révélations des derniers jours, des acteurs comme Rob Schneider, Emma Thompson ou Lea Seydoux parlant d'un problème endémique, d'autres membres de l'Académie risqueraient de se retrouver sur la sellette.

Mme Stone pense que l'Académie des Oscars sera contrainte de l'expulser: "Sinon ils vont être submergés par les protestations et la mauvaise presse", et qu'ils pourraient annoncer de nouvelles règles éthiques.

L'Académie du film britannique a d'ores et déjà suspendu son statut de membre.

L'institution phare d'Hollywood s'était déjà trouvée dans la tourmente ces dernières années à cause d'accusations de discrimination ethniques dans les nominations d'acteurs, sans oublier le fiasco de la dernière cérémonie, où le mauvais lauréat de l'Oscar du meilleur film a initialement été annoncé. Le sort de la maison de production de Weinstein semblait, en tout cas, plus qu'incertain. Les rumeurs de vente ou faillite courraient dans la presse spécialisée et les projets de TWC se défaisaient les uns après les autres.

Le réalisateur vedette Oliver Stone, après avoir d'abord semblé défendre Weinstein, s'est rétracté et s'est retiré d'un projet de série, *Guantanamo*, tant que TWC y sera associée.

Amazon Studio, branche audiovisuelle du géant internet, a confirmé à l'AFP l'abandon d'un projet de série du metteur en scène star David O'Russell (*Happiness Therapy*) et continue un autre projet, une série sur les Romanov, sans TWC.

Parmi les dernières célébrités à être sorties de l'ombre, la top-model Angie Everheart a déclaré à la radio KLOS que le producteur qui était craint du tout-Hollywood l'a forcée à le regarder se masturber sur un yacht. "Je l'ai dit à tout le monde", assure-t-elle. La réponse obtenue : "Oh, c'est juste Harvey".

AFP

Etats-Unis

Le bilan des feux en Californie grimpe à 33 morts

Le bilan des violents incendies en Californie, où l'intensification du vent inquiète les pompiers, s'est alourdi vendredi à 33 morts.

"Nous ne sommes pas sortis de cette situation d'urgence, nous n'en sommes même pas proches", a indiqué Mark Ghilarducci, directeur de l'Agence des situations d'urgence du gouverneur de Californie (Cal OES), lors d'une conférence de presse.

"Mais nous constatons quelques progrès", a-t-il relevé. "Nous prendrons le dessus sur ces flammes".

Le responsable de la lutte contre les incendies pour la Californie Ken Pimlott a indiqué que plus de 9.000 pompiers lut-

taient vendredi contre 17 grands incendies, qui sévissent surtout dans le nord de cet Etat, le plus peuplé des Etats-Unis. Près de 90.000 hectares sont partis en fumée depuis dimanche soir.

Selon un tweet vendredi soir du service des pompiers Calfire, quelque 5.700 maisons et commerces ont été réduits en cendres dans toute la Californie depuis dimanche. La précédente estimation, remontant à mercredi matin, était de 3.500.

"Nous avons fait quelques progrès importants", a-t-il dit. "Trois incendies peu étendus ont été circonscrits" et "nous avons augmenté les zones circonscrites sur certains des gros incendies", a-t-il expliqué.

Mais les efforts des pompiers pourraient être compliqués par le vent qui devrait reprendre de la vigueur dans le courant de la nuit, soufflant jusqu'à 72 km/h.

Les autorités ont confirmé dans l'après-midi la mort de 32 personnes.

Mais, en début de soirée, plusieurs médias rapportaient le



décès d'un adolescent dans le comté de Mendocino, portant le bilan à 33 morts au moins. Contacté par l'AFP, le bureau du shérif n'était pas immédiatement joignable.

Le shérif du comté de Sonoma avait annoncé dans l'après-midi un 18e décès, ce qui fait du "Tubbs Fire" le troisième plus meurtrier dans l'histoire de cet Etat de la côte ouest améri-

caine.

Il est devancé par le "Griffith Park Fire" dans le comté de Los Angeles qui avait fait 29 morts en 1933 et par les 25 morts du "Tunnel-Oakland Hills" en 1991.

Deux autres feux sont entrés vendredi dans le classement des vingt feux les plus meurtriers de Californie: le "Redwood Valley" avec 9 morts (10e position) et le "Cascade" avec 4 morts (18e

position).

Le shérif du comté de Sonoma Rob Giordano a précisé que ses services avaient reçu des signalements portant sur 1.308 personnes disparues, dont 1.052 ont finalement été localisées.

Des ordres d'évacuation sont toujours en vigueur dans plusieurs villes des comtés viticoles de Napa et Sonoma.

AFP

Philippines

Duterte évoque la déclaration d'un «gouvernement révolutionnaire»

Le président philippin Rodrigo Duterte a évoqué vendredi la possible mise en place d'un "gouvernement révolutionnaire" face aux campagnes de "déstabilisation" menées par les opposants à sa politique d'extrême fermeté contre la criminalité.

"Si vos efforts de déstabilisation persistaient dans le chaos qui règne actuellement, je n'hésiterai pas à déclarer un gouvernement révolutionnaire jusqu'à la fin de mon mandat", a affirmé le controversé président philippin vendredi soir dans un discours à la télévision publique. "Je pourrai alors tous vous arrêter et nous pourrions ensuite mener notre guerre contre les rouges", a-t-il lancé en référence à la guérilla communiste qui mène ses activités depuis un demi siècle dans le sud de l'archipel.

Rodrigo Duterte a évoqué le précédent de la présidente Corazon Aquino qui avait limogé les députés, aboli le congrès et établi un gouvernement révolutionnaire après avoir mené le soulèvement qui avait chassé du pouvoir Ferdinand Marcos en 1986.

Les adversaires politiques de l'actuel président, qui a souvent évoqué l'imposition d'une loi martiale, redoutent qu'il ne soit tenté par l'exercice d'un pouvoir de plus en plus dictatorial.

AFP

Fusillade de Vegas

Des blessés graves parmi les 45 encore à l'hôpital

Quarante-cinq personnes étaient toujours hospitalisées vendredi, dont plusieurs dans un état grave, après la fusillade qui a fait 58 morts et près de 550 blessés lors d'un concert à Las Vegas le 1er octobre, selon le shérif Joe Lombardo. Lors de la même conférence de presse, l'agent de la police fédérale (FBI) Aaron Rouse chargé de l'enquête sur ce drame perpétré par Stephen Paddock, un riche comptable retraité de 64 ans, a indiqué qu'aucun élément mis à jour à ce stade ne permettait de conclure qu'il avait été motivé "par une idéologie ou une affiliation à un groupe quelconque".

Le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech/EI) avait rapidement revendiqué la fusillade à Las Vegas, dans le Nevada (ouest), affirmant que Paddock était l'un de ses "soldats".

Paddock, qui s'est suicidé dans les minutes ayant suivi le carnage, avait transporté un véritable arsenal dans sa chambre au 32e étage de l'hôtel Mandalay Bay d'où il a tiré sur une foule de 22.000 personnes venues assister à un concert de musique country.

Il a tué 58 personnes et, selon un bilan actualisé vendredi par M. Lombardo, en a blessé 546. Il a indiqué que 501 personnes avaient pu sortir de l'hôpital mais que 45 s'y trouvaient toujours, dont un nombre non précisé dans un état grave.

Le shérif du comté de Clark, où se trouve Las Vegas, a également modifié la chronologie des événements: l'agent de sécurité du Mandalay Bay Jesus Campos a été blessé par Paddock devant sa chambre "très proche de 22H05" --heure à laquelle il a commencé à tirer sur la foule--, en non à 21H59 comme indiqué auparavant.

Par ailleurs, les autorités pensent que Paddock a "intentionnellement" visé de gros réservoirs de kérosène situés sur l'aéroport McCarran de Las Vegas, a ajouté M. Lombardo, soulignant qu'il y avait peu de risques que des balles fassent exploser ce type de carburant.

Reda A.

Condamné par erreur

Un Américain est libéré après 23 ans en prison

Entouré de médias et de soutiens, Lamonte McIntyre a embrassé sa mère ce vendredi 13 octobre pour la première fois en tant qu'homme libre après avoir passé 23 ans derrière les barreaux d'une prison américaine à la suite d'une erreur judiciaire.

Originaire du Kansas, l'homme de 41 ans avait été reconnu coupable d'un double meurtre commis en 1994. Alors qu'il n'avait que 17 ans, il avait été condamné à purger deux peines de prison à vie sur la base du témoignage de personnes qui s'étaient par la suite

rétractées. Le bureau du procureur de l'époque n'avait présenté aucun élément de preuve physique pouvant démontrer un lien entre Lamonte McIntyre et les deux meurtres. Alors que le dossier était en train d'être réexaminé par un juge, le procureur du comté de Wyandotte Mark Dupree -désormais en charge de l'affaire- a fait état vendredi de nouvelles informations jetant un doute sur l'implication de Lamonte McIntyre.

"A la lumière des informations reçues par mon bureau", celui-ci "demande à la Cour de constater l'existence d'une injustice mani-

feste", a indiqué le procureur dans un communiqué.

Les premiers enquêteurs n'ont jamais émis de mandat de perquisition, ni découvert de lien probant entre Lamonte McIntyre et les victimes, selon le Washington Post. "L'enquête a été hâtive et superficielle", a estimé l'organisation Midwest Innocence Project, qui a aidé à la libération de l'homme qui a toujours clamé son innocence. L'organisation Injustice Watch a rapporté que les premiers mots de Lamonte McIntyre vendredi avaient été: "C'est bien d'être dehors".

AFP

La Corée du Nord prépare un nouveau lancement de missile

La Corée du Nord se prépare à un nouveau lancement de missile avant les manoeuvres navales conjointes entre Corée du Sud et Etats-Unis qui doivent débuter la semaine prochaine, selon un journal citant une source gouvernementale.

Un porte-avion américain sera à la tête des manoeuvres, une démonstration de force face à la Corée du Nord, alors que la tension monte autour du programme d'armements de ce pays. Pyongyang de son côté considère ces manoeuvres comme une provocation et pourrait cette fois se préparer à répliquer autrement que par des mots. Des photos satellite ont

montré ces jours-ci le transport, depuis des hangars proches de Pyongyang et dans la région, de missiles balistiques montés sur des lanceurs, selon une source gouvernementale citée par le quotidien Donga Ilbo. Washington et Séoul soupçonnent la Corée du Nord de se préparer à lancer des missiles capables d'atteindre le territoire américain, ajoute le quotidien. Il pourrait s'agir du missile balistique intercontinental Hwasong-14, dont la portée permettrait d'atteindre l'Alaska, ou bien du Hwasong-12, que Pyongyang a menacé de tirer vers le territoire américain de Guam, dans le Pacifique. Le Nord pourrait également s'apprêter à

tester un nouveau Hwasong-13, un autre missile interacontinentale dont la portée pourrait éventuellement permettre d'atteindre la côte ouest des Etats-Unis. Le ministère sud-coréen de la Défense s'est refusé à tout commentaire. Les manoeuvres se dérouleront du 16 au 26 octobre en mer du Japon et en mer Jaune. L'armée américaine a montré ses muscles ces derniers jours dans la péninsule. Le sous-marin nucléaire USS Michigan est arrivé vendredi dans le port sud-coréen de Busan, selon l'agence Yonhap, quelques jours après le départ d'un autre sous-marin nucléaire, l'USS Tuscon.

AFP

Festival d'Alexandrie

Chahine, l'Algérie et le cinéma de Salim Aggar récompensés

Le documentaire *Chahine, l'Algérie et le cinéma* du journaliste et cinéaste algérien, Salim Aggar, a obtenu le prix Nekhla Edahabiya attribué par les associations arabes du cinéma au 33^{ème} Festival international des pays méditerranéens d'Alexandrie, qui s'est déroulé du 7 au 12 octobre sous le thème «Le cinéma et l'immigration illégale».



oeuvre à promouvoir la culture cinématographique et à renforcer le partenariat entre les cinéastes du monde entier, tout en accordant une attention particulière aux pays méditerranéens.
T. L.

Organisé en Mauritanie L'Algérie invitée à participer au Festival des villes anciennes

■ L'Algérie prendra part au 7^{ème} Festival des villes anciennes prévu en décembre dans la ville mauritanienne de Tichitt (centre-sud), annonce jeudi un communiqué du ministère de la Culture.

L'annonce fait suite à l'invitation de l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie en Algérie, Blah Ould Mekia, reçu jeudi par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. Créé en 2011, ce festival a pris la forme de manifestation itinérante entre les quatre villes anciennes de Mauritanie, classées au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco. Il accueille depuis sa création des expositions de photographies et d'arts plastiques, des spectacles de contes et autres concerts de musique.

Le festival, qui s'inscrit dans le plan de développement culturel mauritanien, oeuvre à renforcer le lien étroit entre culture et environnement naturel tout en mettant en lumière le patrimoine culturel et en développant des activités économiques et sociales autour de la manifestation.
M. T.

HCA

Le Festival national de la poésie amazighe à Illizi du 20 au 24 octobre

■ La ville d'Illizi abritera du 20 au 24 octobre le Festival national de la poésie amazighe, organisé par le Haut commissariat à l'amazighité (HCA), annonce jeudi un communiqué du commissariat.

Cette manifestation culturelle inscrite dans le cadre du centenaire de la naissance de l'homme de lettres Mouloud Mammeri propose, un programme varié sur la poésie en tamazight, dont un concours national est supervisé par un jury constitué d'universitaires spécialisés, ajoutet-on.

Rencontres, expositions et autres des ateliers sur l'enseignement de tamazight sont également au programme du festival, organisé en collaboration avec les ministères de la Culture et du Tourisme et de l'Artisanat, avec la participation de la wilaya d'Illizi.

L'événement organisé dans l'extrême sud du pays, est la 10^{ème} escale proposée par le comité scientifique et de coordination, mis en place par le HCA et dont la mission est de «consolider l'écriture du patrimoine oral et de valoriser l'héritage immatériel de diverses régions du pays, à l'instar de ce que a réalisé Mouloud Mammeri» dans ses recherches sur le terrain, ajoute-t-on dans le communiqué.
G. K.

Le documentaire évoque la relation du réalisateur égyptien Youssef Chahine avec l'Algérie, sa rencontre avec le metteur en scène algérien Ahmed Rachedi, qui lui a permis de coproduire deux films avec l'Algérie *Le moineau* (1972) et *Le retour de l'enfant prodigue* (1976), mais aussi à travers la réalisation du film *Gamila l'Algérienne* (1958), film dédié à la femme combattante durant la Révolution algérienne. *Chahine, l'Algérie et le cinéma* est la deuxième récompense décernée à ce documentaire, après la mention spéciale du jury décrochée lors du 10^{ème} Festival du film arabe d'Oran (25-31 juillet

2017). Salim Aggar a réalisé trois documentaires, *Ca tourne à Alger* (2007), *Paroles d'un prisonnier français de l'ALN* (2010) et *Le Moudjahid de la Plume* (2013). Il termine son cinquième documentaire sur le film *La Bataille d'Alger*, 50 ans après sa sortie dans les salles, produit par l'Eptv et dont la sortie est prévue pour le 1^{er} novembre prochain. Le Festival d'Alexandrie a attribué le Prix El Qods au film français *L'étoile du jour*, le prix Faten Hamama du meilleur rôle féminin à l'actrice tunisienne Hind Sabri pour son interprétation dans le film *Fleur d'Alep* tandis que le Prix Omar Sharif du meilleur acteur est revenu au Syrien Mohamed Al

Ahmed pour son rôle dans le film *Un homme et trois journées*.

84 films représentant 25 pays ont été projetés lors de l'édition de cette année dont 16 ont participé au concours long métrage.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par un hommage à plusieurs figures du cinéma arabe et mondial en signe de reconnaissance à leur contribution au développement du cinéma africain et arabe.

Lancé en 1979, le Festival d'Alexandrie est considéré comme l'une des plus importantes manifestations dédiées au cinéma en Egypte. Il est organisé par l'Association des écrivains et critiques de films égyptiens qui

Une île et des hommes

Un film documentaire pour la préservation de l'île Plane

Le film documentaire *Une île et des hommes* projeté jeudi soir en avant-première au Méridien d'Oran, montrant l'île Plane (Oran) dans toute sa splendeur, est un plaidoyer pour la préservation de cette zone si riche en biodiversité.

Ce documentaire a été réalisé par l'association écologique marine Barbarous, dans le cadre du Programme de petites Initiatives pour les organisations de la société civile en Afrique du Nord (PPI-Oscan), dont l'objectif est le renforcement de jeunes Organisations de la société civile (OSC) qui activent dans le domaine de l'environnement.

Pendant 37 minutes, le film, avec des images aériennes prises par le biais de drones, et d'autres, sous l'eau, filmant

mérous, hippocampes, dauphins et d'autres poissons dans leur milieu naturel, a pu dévoiler toute la beauté de la côte oranaise, et surtout celle de l'île Plane.

L'image est souvent plus éloquente que des milliers de mots, a souligné l'universitaire Mouloud Benabdi qui a coréalisé le film documentaire, ajoutant que l'association l'a conçu comme plaidoyer pour inciter à la protection de ce site, dont l'éloignement (8 km à l'est de Bousfer plage) a pu, jusque-là préserver une partie de ses richesses écologiques, mais pas pour très longtemps.

En effet, l'étude pour le classement de cette île est en cours de réalisation par les membres de l'association Barbarous, qui ont présenté au cours du mois de mars dernier

les premiers résultats devant les membres de la commission de wilaya chargée du classement des zones protégées, installée au début de l'année 2017.

Ce film documentaire est ainsi un argument de plus pour accélérer les procédures pour le classement de l'île qui renferme des espèces en danger sur le plan international, comme le puffin cendré, le faucon d'Éléonore et le lézard à lunettes.

La surfréquentation de l'île par des pêcheurs, des plaisanciers et des plongeurs et la dégradation de plus en plus rapide de ce site, font de surcroît sa protection une urgence, a estimé, pour sa part, le SG de l'association, Amine Chakouri.
R. M.

Archéologie

Appels à procéder aux études avec une vision algérienne

Les participants à une conférence organisée au Théâtre régional de Batna, en hommage à l'archéologue Omar Kebbour, ont considéré que le temps est venu de procéder aux études archéologiques avec «une vision algérienne» et de «jeter les bases d'une école algérienne en archéologie».

C'est de cette manière qu'on pourra aspirer à «concevoir une histoire nationale authentique dénuée de déformations et de

falsifications», ont jugé les intervenants mardi soir lors de la rencontre.

Les conférenciers, dont des universitaires et des intellectuels, ont essentiellement abordé la thèse de doctorat de Omar Kebbour, également directeur de wilaya de la culture, sur «La société ancienne de la région d'El Kantara à travers des écrits et des vestiges archéologiques entre le 1^{er} et le 3^{ème} siècle».

De son côté, M. Yacine Rabah Hadji, de l'Institut d'ar-

chéologie d'Alger, a estimé que cette thèse est un modèle d'étude réussie, susceptible d'être étendue à d'autres sites et apporte un éclairage sur un pan du patrimoine national de la région de Biskra.

Pour sa part, Mme Zahra Chetouh de l'université Batna 1 a relevé que la thèse a fait appel, à la fois à l'histoire, l'urbanisme et l'archéologie, pour livrer les secrets de la présence humaine dans cette région que les romains appelaient Calceus

Herculis même si l'auteur a concentré son travail sur l'aspect social de la population autochtone peuplant El Kantara avant les Romains.

Omar Kebbour a souligné, quant à lui, que sa thèse est le fruit d'environ 30 années de fouilles sur le terrain, affirmant avoir opté avec une profonde conviction d'étudier l'histoire d'une ville algérienne durant cette époque, notamment du point de vue sociétal.
R. N.

«PAROLES DE FEMMES»

" Quand la colère emplit ton coeur, ne laisse pas ta langue aboyer en vain. "

Sappho



FEMMES

ILS ONT DIT :

" La colère vide l'âme de toutes ses ressources, de sorte qu'au fond paraît la lumière. "

Friedrich Nietzsche

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

L'avertissement de Carla Bruni à Emmanuel Macron : «Les Français veulent lui couper la tête»

Sur BBC Radio 4, Carla Bruni explique les fonctionnements des Français selon elle, une réaction toute française liée à l'histoire du pays. La chanteuse avertit le nouveau président de la République : «Les Français veulent lui couper la tête».

Interviewée sur BBC Radio 4, l'ancienne première dame, Carla Bruni-Sarkozy, a évoqué le fonctionnement politique des Français selon elle : «Quand quelqu'un est élu, il se passe quelque chose en France qui fait que les Français pensent qu'il est comme le roi. Donc ce qu'ils font après son élection c'est qu'ils essayent de lui couper la tête. À chaque fois cela ne dépend même pas ni du président ni de ce qu'il fait, qu'il soit un bon président comme mon homme ou un médiocre comme d'autres peuvent l'être». Après avoir donné des conseils à son épouse Brigitte Macron, Carla Bruni semble adresser ici un message au président de la République Emmanuel Macron... et une nouvelle fois attaquer le successeur de son mari, François Hollande, avec qui elle a toujours été en froid. Cet automne, Carla Bruni-Sarkozy présente son nouvel album *French Touch* dans lequel la chanteuse reprend avec sa voix de velours des classiques américains comme *Miss you* des Rolling Stones, *Jimmy Jazz* des Clash, *The Winner Takes It All* d'Abba, *Stand By Your Man* de Tammy Wynette ou encore *Enjoy The Silence* de Depeche Mode. En pleine tournée de promotion, la chanteuse s'est permis quelques confessions très intimes sur son mari.



ANTI-ÂGE

quels actifs naturels pour soigner les peaux matures ?



Avec l'âge, la peau change d'aspect. Moins ferme, moins tonique, elle demande une attention toute particulière. Certains actifs naturels vont être utiles pour traiter les signes du vieillissement. Comment prendre soin de sa peau mature ? Les conseils d'une spécialiste en cosmétique naturelle.

PEAU MATURE : CE QUI LA DÉFINIT

Avec l'âge, la peau commence à se dégrader. Les signes du vieillissement apparaissent

: rides, perte de fermeté, sécheresse cutanée, taches pigmentaires. Ces symptômes trouvent leur origine dans le derme, en particulier à la diminution du collagène et des fibres d'élastine (qui constituent le matelas de soutien de la peau).

SES BESOINS

Pour ralentir le vieillissement cutané, on doit aider la peau mature à se régénérer et à résister aux agressions extérieures et au

stress oxydatif (radicaux libres).

LES ACTIFS NATURELS ADAPTÉS

Pour traiter les rides : on privilégie les soins bio et/ou recettes cosmétiques naturelles contenant des actifs anti-âge comme la Centella asiatica, le Mimosa tenuiflora ou encore l'huile essentielle de mélisse. Ces anti-oxydants vont stimuler les fibroblastes (cellules de soutien de la peau) et favoriser la fabrication de collagène.

Pour prévenir les taches pigmentaires : la criste marine, le réglisse, l'extrait de mûre vont stimuler la production naturelle de mélanine, le pigment de la peau.

Pour maintenir la fermeté : la chlorella vulgaris, l'extrait de bouleau blanc et la prêle possèdent des vertus raffermissantes qui peuvent restaurer la tonicité et la fermeté de la peau.

UN SOIN ANTI-ÂGE MAISON

Ce masque antioxy-

dant au chocolat nourrit, protège et adoucit la peau. Recette proposée par Natacha Thibault dans Mes 50 meilleures recettes cosmétiques (éditions Grancher).

INGRÉDIENTS :

- 50 g de chocolat noir bio
- 1 goutte d'huile de noix de coco
- 2 gouttes d'huile essentielle d'ylang-ylang

Mode d'emploi
Dans un bol en verre ou en inox, faites fondre le chocolat et l'huile de noix de coco au bain-marie

Laissez refroidir et ajoutez l'huile essentielle (pas au-dessus de 40 °C sinon elle perd ses propriétés).

Étalez le masque sur le visage à l'aide d'un pinceau en évitant le contour des yeux et des lèvres.

Laissez poser 10 à 15 minutes et rincez à l'eau tiède.

FORME

Étirez-vous comme un chat

ions dans la savane, tigres dans la jungle ou gros matous sur le tapis du salon, tous les félins s'étirent au réveil. Nous devrions faire comme eux, car l'étirement permet d'éliminer les crispations musculaires, dénoue les raideurs phy-

siques et aide à évacuer les tensions nerveuses et émotionnelles.

Le principe est simple : au réveil, encore couché(e), étirez bras et jambes comme si vous vouliez grandir. Puis, alternativement, repliez chacun de vos bras jusqu'à

l'épaule, relâchez vos muscles et étirez-les à nouveau. Faites de même avec vos deux jambes. Pendant que vous vous étirez, respirez calmement et profondément. Les brumes du sommeil s'évanouiront rapidement et votre tonus reviendra.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS



Championnat d'Afrique des nations de (Dames - Classement 5^e-8^e place)

Victoire de l'Algérie devant le Nigéria

■ La sélection féminine algérienne de volleyball s'est imposée devant son homologue nigérienne sur le score de 3 sets à 1 (25-13, 25-11, 22-25, 25-20), en match de classement (5^e 8^e places) du Championnat d'Afrique des nations, disputé vendredi à Yaoundé. Les Algériennes qui ont terminé la phase de poule avec un bilan d'une victoire devant le Botswana (3-2) et deux défaites face à l'Égypte (3-0) et le Cameroun (3-1), joueront leur dernier match face au vainqueur du match Tunisie - Botswana pour les 5^e-6^e places. Les demi-finales, prévues ce vendredi, opposent, d'une part, le Kenya, tenant du titre et leader du groupe B à l'Égypte, et d'autre part le Cameroun, pays organisateur et leader de la poule A, au Sénégal. La finale est prévue samedi à partir de 16h00. Les deux finalistes seront qualifiés pour le Mondial-2018 qui sera organisé au Japon du 29 septembre au 20 octobre prochains.

Championnat arabe des clubs champions de cyclisme à Biskra

Le GSP domine l'épreuve du contre-la-montre (par équipes)

■ Le club cycliste du groupement sportif des pétroliers (GSP) a dominé, vendredi, à Biskra, l'épreuve du contre-la-montre (par équipes) du championnat arabe des clubs champions de cyclisme, en remportant la course en 1h 6mn 53'. Le GS Pétroliers, vainqueur de cette épreuve, compte parmi ses rangs, 4 cyclistes à savoir, Azzeddine Laâkab, Abdellah Benyoucef, Abderrahmane Mehdi Hamza et Yacine Hamza. La seconde place du classement a été décrochée par le club Emirati Ennasr qui a parcouru le circuit en 1h 9mn 7', suivi en troisième position par le club de la Banque tunisienne de l'habitat, lequel a terminé la course en 1h10mn13'. Sur une distance de 53,6km, avec comme point de départ et d'arrivée la Place de la Liberté, au centre-ville de Biskra, en passant par la commune d'El Outaya, cette épreuve sportive s'est déroulée dans des conditions climatiques et organisationnelles adéquates, a-t-on constaté. Pas moins de 85 cyclistes ont participé à cette compétition cycliste, représentant 7 pays arabes à savoir, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, les Emirats arabes unis, l'Irak et l'Algérie, pays hôte. Le programme de la compétition comporte, outre le contre la montre par équipes qui a eu lieu ce vendredi, une autre course contre la montre, mais en individuel, prévue samedi, alors que l'épreuve sur route aura lieu lundi prochain, en clôture de la compétition. Ce championnat arabe de cyclisme est organisé en collaboration avec l'union arabe de cyclisme et la fédération algérienne de cyclisme en coordination avec la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Biskra. Le coup d'envoi de cette compétition sportive a été donné par le wali de Biskra, Ahmed Karoum, en présence du secrétaire général de l'union arabe de cyclisme, Ismail El Hassani, représentant le président de ladite union, le cheikh Fayçal Benhamid El Kacimi ainsi que le président de la fédération algérienne de cyclisme, Mabrouk Kerboua.

Ligue 1 Mobilis (6^e journée)

Le CS Constantine nouveau leader



Le CS Constantine a prit le commandement de la Ligue 1 Mobilis de football, après avoir battu à l'extérieur le nouveau promu, l'US Biskra (2-1), pour le compte de la sixième journée, ayant vu l'ancien N 1, le CR Belouizdad concéder le nul à domicile face à la JSS Saoura (1-1), tout comme l'ES Sétif, qui s'est neutralisé (0-0) avec l'Olympique de Médéa. Les Sanafir se sont imposés grâce à leur avant-centre Abid, auteur d'un doublé aux (36' et 60'), au moment où Baguili a sauvé l'honneur pour l'équipe locale (86'). Une performance qui cependant n'aurait pas été possible sans le fait pas de certains concurrents direct pour le leadership, notamment, le CR Belouizdad et l'ES Sétif, ayant été accrochés sur leurs propres terrains. Les choses avaient pourtant bien commencé pour le Chabab, qui avait ouvert la marque dès la 18^e minute par Aïchi, mais la réaction des visiteurs a été quasi immédiate, puisque la JSS a réussi à égaliser moins de quatre minutes plus tard, par l'intermédiaire de Mustapha Djallit. L'ex-attaquant du MC Alger avait commencé par rater le penalty que venait de lui accorder l'arbitre, mais il a bien suivi l'action, ce qui lui permit de récupérer aussitôt le ballon, avant de l'envoyer au fond des filets (1-

1). Un nul qui arrange beaucoup plus les affaires de la JSS, désormais 4^e avec 11 points, au moment où le Chabab perd le leadership pour la première fois depuis l'entame de la saison, et se retrouve deuxième, ex-aequo avec l'ES Sétif, avec 12 points chacun. Les Sétifiens se sont montrés incapables de concrétiser leur domination contre un adversaire bien regroupé en défense. Vendredi, en ouverture de cette sixième journée, c'est l'USM Bel-Abbes qui avait réussi la meilleure affaire en se hissant à la cinquième place du classement général, avec 10 points, après sa victoire (4-1) contre la JS Kabylie, qui de son côté reste scotchée à la 6^e place, avec 8 points, en compagnie du MC Oran, du Paradou AC et du DRB Tadjenanet. Ce dernier, qui restait sur deux faux pas consécutifs avait renoué avec le succès un peu plus tôt dans l'après-midi, en surclassant l'USM Blida (1-0), alors que le NA Hussein Dey et le Paradou AC s'étaient neutralisés (1-1) au stade du 20-Août 1955. A la faveur de cette victoire, les hommes de Kamel Mouassa se hissent à la 5^e place avec 8 points, tandis que l'USMB qui n'a pas remporté le moindre succès en six matchs reste scotchée à la dernière place avec un seul point.

Imad M.

Résultats partiels et classement :

Jeudi, 12 octobre 2017 :

NAHD-PAC	1-1
DRBT- USMB	1-0
USMBA- JSK	4-1

Vendredi, 13 octobre 2017 :

CR Belouizdad - JS Saoura	1-1
US Biskra - CS Constantine	0-2
ES Sétif - Olympique Médéa	0-0

Reportée à une date ultérieure :
MCA- USMA

	Pts	J
1). CS Constantine	13	6
2). CR Belouizdad	12	6
--). ES Sétif	12	6
4). JS Saoura	11	6
5). USM Bel-Abbes	10	6
6). MC Oran	8	5
--). JS Kabylie	8	6
--). Paradou AC	8	6
--). DRB Tadjenanet	8	6
10). NA Hussein Dey	7	6
11). Olympique Médéa	6	6
12). USM Alger	5	4
--). MC Alger	5	5
14). US Biskra	4	6
15). USM El Harrach	1	4
--). USM Blida	1	6

Ligue 2 Mobilis (6^e journée)

Le MO Béjaïa seul aux commandes

■ Le MO Béjaïa s'est emparé seul du leadership de la Ligue 2 Mobilis de football après sa victoire contre le GC Mascara (4-2) lors de la 6^e journée, disputée vendredi et ayant vu son principal concurrent dans le haut du tableau, l'AS Aïn M'lila s'incliner (1-0) chez l'ASO Chlef et reculer ainsi la troisième place. La victoire des Crabes a été assurée par Belkacemi (50'), Mohli (73') et surtout, par le doublé de Nezouani, qui avait donné le ton dès la 4^e minute de jeu, avant de revenir à la charge juste avant la fin de la première mi-temps, pour ajouter la seconde réalisation. Côté GCM, ce sont Kacem (77') et Dayekh (88') qui ont sauvé l'honneur, mais ce réveil a été tardif, car le MOB avait déjà fait le break. A Chlef, l'ASO s'est contenté d'un seul but, inscrit par Baouche à la 46^e pour surclasser l'ex-leader, qui régresse du coup à la troisième place, au moment où les Chélifiens réussissent un bond intéressant au classement général, passant du milieu de tableau au pied du podium, avec 12 points. Un peu plus tôt dans l'après-midi, c'est la JSM

Skikda qui s'était provisoirement emparée de la première place, en atomisant le mal-classé CRB Aïn Fakroun (4-0), grâce notamment à Berramla (20'), Khazri (83') et surtout par l'intenable Mokhtar, auteur d'un doublé aux 80' et 90'+1. La victoire du MOB, survenue deux heures plus tard, a cependant tout remis en cause, puisque juste après elle, la JSMS a reculé à la deuxième place, avec 15 points, devant l'ASAM (3e/13 pts). Dans le bas du tableau, l'Amel Boussaâda a réussi un coup d'éclat similaire, en étrillant le RC Kouba (4-1) dans un duel direct pour le maintien. Un précieux succès, assuré par Imessaoudène (4'), Baâli (10'), Bencherghui (43') et Larab (90'), qui permet non seulement au club de se hisser hors de la zone rouge, mais aussi de retrouver une certaine confiance en prévision des importantes échéances à venir. L'attaque du CA Batna a été tout aussi incisive face à la JSM Béjaïa, qu'elle a réussi à surprendre dès la première minute de jeu, grâce à Dif, avant que Zeghli (27') et Kara (86') ne scellent définitivement ce précieux suc-

cès, qui propulse le club des Aurès dans le milieu de tableau avec 8 points, ex aequo avec son adversaire du jour. Pour sa part, le MC Saïda s'est contenté de l'essentiel en accueillant le RC Relizane, qu'il a battu (1-0) grâce à Benayada, auteur de cette unique réalisation à la 62^e, au moment où les derbies MC El Eulma-CA Bordj Bou Arréridj et ASM Oran-WA Tlemcen se sont soldés par des résultats nuls, respectivement (2-2) et (1-1). Bouafia (8') et Athmani (53') avaient marqué pour les Criquets, contre un doublé de Laouafi pour le MCEE aux 45'+2 et 52', alors qu'El Bahari avait égalisé pour le WAT à la 77^e dans le derby de l'Ouest, évitant ainsi la défaite à son équipe, après une ouverture du score précoce de Youcef-Khodja (6').

R.S.

Résultats et classement :

JSMS- CRBAF	4-0
MCS-RCR	1-0
ASMO- WAT	1-1

MCEE-CABBA	2-2
ABS- RCK	4-1
CAB-JSMB	3-0
MOB- GCM	4-2
ASO- ASAM	1-0

	Pts	J
1). MO Béjaïa	16	6
2). JSM Skikda	15	6
3). AS Aïn M'Lila	13	6
4). ASO Chlef	12	6
5). ASM Oran	10	6
6). MC Saïda	9	6
7). RC Relizane	8	6
--). JSM Béjaïa	8	6
--). CA Batna	8	6
10). MC El Eulma	6	6
11). CABB Arréridj	5	6
--). WA Tlemcen	5	6
--). Amel Boussaâda	5	6
14). CRB Aïn Fakroun	4	6
15). RC Kouba	3	6
16). GC Mascara	2	6

Réconciliation inter-palestinienne

La France qualifie l'accord Fatah-Hamas de nouvelle avancée

La France a qualifié vendredi, la conclusion de l'accord entre le Fatah et le Hamas de nouvelle avancée vers la réconciliation inter-palestinienne. «La France accueille avec intérêt la conclusion de l'accord entre les délégations du Fatah et du Hamas le 12 octobre au Caire», a déclaré Agnès Romatet-Espagne, porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères au cours du point de presse hebdomadaire, soulignant qu'«il constitue une nouvelle avancée vers la réconciliation inter-palestinienne, que la France appelle de ses vœux de longue date». Pour elle, cet accord, salué par le président Abbas, «doit permettre à l'Autorité palestinienne d'exercer pleinement ses prérogatives dans la bande de Gaza, y compris dans le domaine de la sécurité». Indispensable pour recréer un horizon politique, «la réconciliation inter-palestinienne est également urgente pour améliorer les conditions de vie de la population de Gaza, première victime du blocus, et assurer la sécurité du territoire et de ses frontières», a-t-elle conclu. Le Hamas et le Fatah sont parvenus à un accord après deux jours de discussions menées à huis clos au Caire et censées concrétiser une réconciliation, un accord salué par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Le Hamas avait annoncé, en septembre dernier, qu'il était prêt à remettre le contrôle de la bande de Gaza au gouvernement de consensus national dirigé par le Premier ministre, Rami Hamdallah, s'est dit favorable à l'organisation d'élections législatives et présidentielle. La bande de Gaza, qui compte quelque deux millions d'habitants, est soumise depuis dix ans à un rigoureux blocus d'Israël, doublé d'une fermeture quasi permanente par l'Egypte de sa frontière depuis 2013.

Reda A.

Unesco

La Française Audrey Azoulay élue directrice générale

L'ancienne ministre française de la Culture, Audrey Azoulay, a été élue vendredi soir directrice générale de l'Unesco face au Qatar Hamad Al-Kawari, au terme d'une élection marquée par de multiples rebondissements. «Félicitations à Audrey Azoulay ! La France continuera à se battre pour la science, l'éducation et la culture dans le monde», a twitté le président Emmanuel Macron. Lors de l'ultime tour d'un scrutin très serré entamé lundi, les 58 membres du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, ont préféré la candidate française au représentant qatari, par 30 voix contre 28. Audrey Azoulay a reçu le soutien de l'Egypte, dont la candidate avait été éliminée sur la dernière ligne droite. Mais Le Caire a néanmoins demandé à l'Unesco, dont le siège se trouve dans la capitale française, «la vérification des violations détectées tout au long du processus électoral», selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères.

Riad D.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

TRUMP VEUT RELANCER LE PROCESSUS DE PAIX ISRAËLO PALESTINIEN



Un million de commentaires ont été publiés

Les Iraniens répondent avec colère et moquerie à Trump



Les Iraniens ont réagi hier avec colère aux propos belliqueux du président américain, Donald Trump, qui a annoncé la veille une stratégie plus dure contre leur pays.

L'utilisation par le président américain du terme «Golfe arabe» à la place de «Golfe persique» - en référence à la Perse - a profondément irrité les Iraniens, connus pour leur nationalisme, qui ont pris d'assaut les comptes Twitter et Instagram de M. Trump.

Les réseaux sociaux et les sites d'informations ont publié des photos des pierres tombales et des médailles de courage de soldats américains morts dans la région portant la mention «Golfe persique», en demandant à Donald Trump de les regarder plusieurs fois par

jour «pour mieux apprendre la géographie». Un million de commentaires ont été publiés sur son compte Instagram, pour la plupart écrits en persan. «Le Golfe persique existait avant même que Christophe Colomb ne découvre l'Amérique», pouvait-on lire.

Même le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a réagi en se moquant du président américain. «Tout le monde sait que l'amitié de Trump vise à vendre au plus offrant. Nous savons maintenant que sa géographie l'est aussi», a tweeté M. Zarif.

Dans son discours vendredi à la Maison-Blanche, le président américain a qualifié le pouvoir iranien de «dictature» et de «soutien au ter-

rorisme». Téhéran «sème la mort, la destruction et le chaos à travers le monde», et «l'agression de la dictature iranienne se poursuit à ce jour», a-t-il lancé. Il a également menacé d'«annuler» l'accord nucléaire de 2015 entre l'Iran et les pays du groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) si le Congrès américain et les alliés de Washington ne parviennent pas à durcir les termes de l'accord.

De leur côté, le trio France, Royaume-Uni et Allemagne, ainsi que la Russie ont réagi en affirmant qu'ils restaient engagés par l'accord nucléaire, critiquant la position du président américain.

AFP

Birmanie

Annan pousse l'ONU à faire pression pour un retour des réfugiés

L'ex-patron des Nations unies, Kofi Annan, a appelé vendredi le Conseil de sécurité à faire pression sur la Birmanie pour un retour dans leurs régions d'origine des réfugiés Rohingyas ayant fui au Bangladesh la répression birmane.

Convié par la France et le Royaume-Uni à venir s'exprimer de manière informelle sous son titre de président d'une commission sur les droits des Rohingyas, M. Annan a jugé que les grandes puissances devaient travailler avec les dirigeants civils et militaires birmanes pour mettre un terme à la crise des réfugiés.

Certains membres du Conseil poussent pour une résolution appuyant les demandes de

fin des violences, d'accès humanitaire sans entrave et de retour des réfugiés, mais la Chine, premier soutien de la Birmanie, et la Russie n'y sont guère favorables.

«S'il y a une résolution, j'espère qu'elle poussera le gouvernement à créer les conditions permettant aux réfugiés de revenir chez eux avec dignité et en sécurité», a-t-il dit à des journalistes à l'issue de la réunion tenue à huis clos. «Ils ne devraient pas retourner dans des camps», a-t-il insisté.

Selon l'ONU, plus d'un demi-million de réfugiés, la plupart de la minorité Rohingyas, ont fui au Bangladesh depuis fin août. Les autorités birmanes ont affirmé que leurs opérations mili-

taires étaient en réaction à des attaques par des rebelles Rohingyas de postes de police birmanes.

M. Annan a appelé le Conseil de sécurité à adopter avec la Birmanie une «feuille de route» sur le règlement de la crise, à défaut de quoi elle pourrait durer des années.

La commission dirigée par l'ex-secrétaire général de l'ONU, établie en 2016 à la demande de la chef de la diplomatie birmane, Aung San Suu Kyi, recommandant dans son rapport publié en août de donner davantage de droits aux Rohingyas, apatrides et installés en Birmanie depuis des décennies.

O. K.

ACTU...

Nigeria

Un prêtre italien a été enlevé

Un prêtre italien, Maurizio Pallu, a été enlevé jeudi dans le sud du Nigeria par un groupe de miliciens armés, ont indiqué plusieurs sources religieuses citées hier par les médias italiens.

Le ministère italien des Affaires étrangères a confirmé la disparition d'un ressortissant italien dans le sud du Nigeria, sans toutefois citer son nom ou donner des détails sur l'enquête. «Les forces de l'ordre font tout leur possible pour le retrouver», a déclaré l'archevêque d'Abuja, John Olorunfemi Onaiyekan. «Pour l'instant, nous n'avons pas de bonnes nouvelles, mais nous avons confiance et continuons à espérer que le père Maurizio sera libéré», a-t-il ajouté, dans un entretien à la télévision italienne catholique Tv2000.

Selon la presse italienne, le prêtre, un sexagénaire originaire de Florence, se trouve depuis trois ans au Nigeria, a été enlevé non loin de la ville de Bénin City, en plein jour, par un groupe armé, qui s'est emparé des objets de valeur se trouvant à bord de son véhicule et a relâché ses compagnons de voyage nigériens.

K. M.

Accidents de la circulation

Dix morts en deux jours

Dix personnes ont trouvé la mort et 19 autres ont été blessées dans neuf accidents de la circulation survenus du 12 au 14 octobre dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Naâma, avec le décès de quatre personnes et des blessures à une autre suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN 22, dans la commune de Mekmen Ben Amar, a précisé la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya d'Adrar sont intervenus pour l'évacuation d'un jeune homme âgé de 21 ans, décédé suite à l'effondrement d'un mur d'une écurie construite en toub, au lieu-dit ksar kantour, dans la commune d'Ouled Aïssa. En outre, les unités de la Protection civile ont enregistré 4 971 interventions de différents types pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaires, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité.

Bilal L.